

ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

RÉGIONALES, CHANTIER D'ESPOIR, CLIMAT...

Avant les élections régionales, la première grande initiative locale des Chantier d'Espoir, et le début de la mobilisation concernant le climat pour la COP 21 de décembre, ce texte, veut préciser modestement quelques points

Nous ne referons pas le coup des municipales de Rennes; non pas que l'orientation en théorie, fusse mauvaise: ni cogestion de la Ville avec le PS, ni se contenter de rester dans une posture politique. Mais cela n'était possible que si nous avons été en capacité d'appuyer nos éluEs et d'enclancher des mobilisations pour gagner sur quelques revendications.

En une année, le bilan est calamiteux -me semble t'il- y compris du côté de EELV(grève des crèches, usine a gaz de la fabrique citoyenne et des états généraux de la culture etc ...)

☐ l'association Changez la ville a disparu (en tout cas pour le moment);

☐ EELV s'est «fondu» sans gros problème dans l'institution;

☐ le Pg s'est (en gros)contenté de postures et de surenchères. Mais surtout la droitisation de la municipalité rennaise s'est affirmée, elle a d'ailleurs soutenu publiquement le gouvernement. Et nous Ensemble nous avons éclaté en vol pour les raisons que j'avais analysé précédemment. Notre mouvement local n'en est pas toujours remis. C'est pour tenter de dépasser cela que ce texte a été commis .

La morosité politique est patente en ce printemps. Il est difficile de mobiliser aussi la gauche radicale, nous, y compris, même contre l'austérité, pour la Grèce et le climat. Pourtant nous devons perséverer dans notre volontarisme, des luttes comme celle des communaux Vdr (Grève des crèches), des enseignants(réforme du collège) peuvent redonner l'envie de se battre. Les trois initiatives rennaises sur la Grèce (100 + 200+ 60) peuvent quand même être prometteuses, Mais celle du CAA a tourné court. Celle contre Tafta gagnerait à plus de visibilité sur Rennes. Les Chantiers d'Espoir doivent - a mon sens- permettre de débattre en grand sur des questions politiques qui nous préoccupent tous, On voit bien a Rennes que c'est difficile a mettre en place, c'est aussi un symptôme de la morosité ambiante, la aussi notre volontarisme est indispensable.

● Nous ne mobiliserons «en grand» pour les Régionales que si nous arrivons à une alliance électorale la plus large, en clair FDG

SOMMAIRE

Régionales, Chantier d'Espoir, climat...
Yves Ensemble Rennes p1

Contribution
Ensemble 14-61 p 2

De l'expérience Limousin Terre de Gauche aux élections régionales 2015 : Avoir des élus ? Oui, mais pas à n'importe quel prix !
Stéphane Lajaumont p 4

Quelle organisation construisons-nous ?
Dan O. (collectif Paris 19^e, EAN) p 6

«Afriques en lutte»
par des membres d'Afriques en lutte..... p 8

Amendement
Ensemble Brest..... p10

Remarques sur le projet de texte «Émancipation»
Olive Martin Ensemble 94..... p10

Texte Emancipation amendé
Pierre Zarka..... p13



+ EELV + NPA+ X?, Cela doit être notre préoccupation centrale. Notre dernière réunion du 35, a considéré que nous ne devons pas faire de fusion avec le PS au second tour. Concrètement et en positif nous visons donc les 10% et se maintenir au second tour. C'est clair, mais il va nous falloir ramer pour y arriver, vu l'appétit des appareils.

De plus tous nos partenaires potentiels sont divisées, mais nous aurions tort de croire que les jeux sont déjà faits, {que rien ne devrait bouger} ...

● Pour le PC, dans le 35 rien est décidé à la différence du 29 et du 56.

● Le débat qui divise le PG s'accompagne d'une désertion militante.

● Pour EELV, si une scission semble possible, le reste serait plutôt tenté par l'autonomie (?).

● Le Npa est coupé en 2, avec des espérances pour nous du côté Malouin et Quimerois,

● Idem pour Nouvelle donne (entre unitaire et les autres)-

Je fais l'impasse sur l'UDB. En plus l'effet Podemos pèse : comment va se traduire la «démarche citoyenne».

Pour Ensemble, notre visibilité est faible et nos outils militants sont débutants, Ce n'est pas l'idéal pour peser. Pourtant notre coordination régionale devra être armée politiquement afin d'être à la hauteur des enjeux et réussir les négociations. Vraisemblablement il faudra articuler les décisions prises par des assemblées citoyennes

départementales et les «préconisations» des organisations politiques ... C'est un argument qui peut avoir du poids auprès des adhérents ND.

Je rappelle les principes qui doivent dicter notre compromis politique pour une unité qui devra être féconde : le refus et le combat contre l'austérité et donc l'indépendance par rapport au PS. L'affirmation des exigences clés que nous devons définir et que je qualifie d'éco socialistes, sur le transport, l'énergie, l'agro-alimentaire, l'industrie navale, la culture et l'exigence d'une gouvernance démocratique de la région. La question de la culture bretonne et surtout de la langue avec le Pg nécessitera une approche particulière. Celle des grands projets inutile et donc de NNDL aussi, avec le PC. Du résultat du débat sur une plateforme découlera nos accords éventuels. Je considère toujours qu'il ne faut pas commencer par la fin, à savoir la question de l'exécutif et le second tour, Au contraire il faut privilégier tout ce qui peut développer une dynamique. Nous n'aurons pas trop de 3 mois pour militer et affirmer concrètement une «alternative A gauche», seule susceptible notamment de combattre le vote Front National et de contribuer à l'effondrement du PS...

A défaut d'alliance FDG/EELV, le Fdg, (mais aujourd'hui on ne

peut pas affirmer qu'il fonctionnera encore} peut miser sur une alliance avec le NPA, Mais seul ou avec le NPA, nous ne viserons alors, guère plus que les 5% et la fusion ne peut s'envisager qu'avec une liste faisant plus de 10%, hors PS ... Dans ce cas de figure la campagne pour la défense du climat devrait prendre le pas sur les régionales. Mais de toute façon, la mobilisation pour la COP 21 tombera quasiment au même moment .. Il faudra de toute façon articuler élections et mobilisation. Et tout le travail de préparation dès maintenant, sera décisif ... Cf toutes les échéances prévues : Alternatiba(fin juin), FSQ(début octobre), La pluie et le beau Temps(fin septembre) ... Dans ce cadre, la mobilisation des jeunes devra être notre principale préoccupation ...

Pour conclure, tant que nous n'aurons pas un véritable outil militant, il nous sera difficile de peser vraiment dans la mobilisation sociale. IL nous faut construire une organisation locale visible, lisible, implantée dans la population les quartiers les entreprises, les services publics, les facs et les lycées; être capable de proposer des alternatives politiques; être utile pour la création, d'une force politique alternative.

Beaucoup de travail en perspective...

Bon courage à tous et toutes

JUIN YVES

CONTRIBUTION

La réforme territoriale a créé une région Normandie regroupant les 2 anciennes régions la Basse et la Haute Normandie. Ce choix est une décision technocratique et ne repose sur aucune dynamique ni citoyenne, ni économique mais sur une volonté de réduction des dépenses publiques et plus précisément des administrations

territoriales, qui reste encore à démontrer.

Cette grande région signifie d'abord que le nouveau Conseil Régional sera encore moins que maintenant un lieu de proximité et de décisions proches des citoyen(ne)s. Dans les conditions actuelles c'est l'exécutif qui prend les vraies décisions et nous aurons là un renforcement

de l'exécutif. Il est donc nécessaire de proposer des dispositifs de contrôle populaire sur l'action du conseil régional, pour garantir les droits des citoyens, Ce d'autant plus qu'avec des compétences renforcées dans certains domaines, dans une conjoncture d'austérité et de concurrence accrue entre les régions, les inégalités territo-

riales, déjà fortes, risquent de se renforcer.

Le renforcement d'un exécutif fort et le développement des inégalités créent un terrain favorable pour le FN et la droite autoritaire.

Nous ne nous résignons pas à voir les politiques d'austérité nous mener toutes et tous au désastre économique et social. Incapables de répondre à l'impératif écologique que plus personne ne peut ignorer aujourd'hui, ces politiques condamnent à la précarité et à la pauvreté un nombre toujours plus croissant de jeunes, et de moins jeunes. Cette obstination dans l'échec partagée par le PS et la droite, sèment du désespoir, du repli sur soi, de la violence. Ceci aussi est favorable au FN qui se pose en adversaire du système

(sans le remettre en cause).

Une contre offensive ne peut pas attendre

Nous ne sous-estimons pas les possibilités d'action de la région, principal acteur du développement économique du territoire, de son aménagement, de la protection de l'environnement, du transport, de l'éducation et de la formation.

Nous pensons que les régions peuvent être des points de résistances et d'alternatives aux politiques d'austérité du gouvernement, et des points de résistances et d'alternatives à la contre-réforme des Collectivités Territoriales du gouvernement qui aggrave les fractures spatiales, les inégalités sociales et la crise écologique.

Nous souhaitons un débat public pour se mettre d'accord sur des axes programmatiques et sur la stratégie avant de discuter des candidat-e-s

Nous proposons 3 axes prioritaires qui identifient notre campagne :

● la démocratie : le renforcement des inégalités lié aux différentes réformes territoriales (grandes régions, métropoles, communautés, départements...) génèrent l'éloignement de plus en plus important des citoyens, une dif-

ficulté importante à contrôler les collectivités locales. Il nous faut proposer des outils d'intervention citoyenne qui empêchent la centralisation accrue des pouvoirs entre les mains des professionnels de la politique et des experts de toutes sortes : il faut des contre-pouvoirs dont la consultation soit obligatoire, il faut une transparence accrue des politiques publiques, il faut recourir à l'expertise syndicale, associatives et citoyenne,

● La transition écologique : la région doit se doter d'une politique sans attendre les décisions prises au niveau national : d'autres choix en matière de transports en privilégiant dans ses choix de politique économique, les transport publics, les ferroviaire et le maritime, de nucléaire (en se positionnant sur la sortie du nucléaire, l'éolien et les énergies renouvelables en particulier liées à la mer), contre les Grands Projets inutiles comme la décharge de Nonant le Pin. La transition écologique c'est aussi la remise en cause de l'agriculture productiviste et d'un développement productiviste et libéral de l'agro-alimentaire

● Des politiques au service des populations et de l'emploi avec :

□ des politiques économiques des priorités besoins sociaux et créations d'emplois. L'outil économique (même si les Régions n'ont pas de fiscalité propre), les moyens financiers sont non négligeables : il faut en finir avec les quasi-secrets sur les aides aux entreprises, les réserver aux activités créatrices d'emplois et aux formes de l'économie sociale (par exemple aux SCOP et à toutes les formes de société qui sont un plus démocratique et n'alimentent pas la finance).

□ Services Publics : ils sont indispensables pour l'égalité des territoires mais aussi celle des droits. Une des compétences centrales de la région est la formation professionnelle (qui actuellement connaît une privatisation sournoise soumise aux besoins immédiats du patronat...). C'est un outil pour l'accès de toutes et tous au savoir, à l'emploi et à la citoyenneté et c'est aussi un

moyen essentiel des politiques pour un autre développement.

QUELLE STRATÉGIE ? AVEC QUI ?

Comme dans d'autres échéances électorales le courant de gauche d'alternative est encore peu visible, il a du mal à trouver sa place dans un espace politique réservé aux grands partis : il ne peut progresser que s'il marque sa différence avec les démarches politiques (du PS, de la droite mais aussi du FN) qui se situent dans le cadre étroit de l'institutionnel et du champ politique traditionnel,

Ceci suppose d'avoir une conception de la campagne qui nous démarque de ces approches. La campagne est une étape dans le processus de reconstruction de notre gauche, elle n'est pas une fin.

Nous souhaitons partir le plus possible des besoins des populations et ne pas se perdre dans les batailles d'appareils tout en sachant qu'on ne peut faire l'impasse sur les partis existants : nous souhaitons une alliance large du FDG avec d'autres composantes comme EELV, Nouvelle Donne, associations citoyennes... Les résultats aux départementales montrent qu'un tel élargissement intéresse et crée une participation citoyenne plus importante. Il faut viser à associer le plus largement possible les secteurs militants et remobiliser l'électorat (les 60 % d'abstention chez les électeurs de Mélenchon), et au delà.

Cette campagne ne peut avoir des chances de succès qui si elle est l'occasion d'expérimenter, même partiellement, d'autres pratiques politiques : pour s'ouvrir très largement proposons des ateliers, des assemblées citoyennes qui décident avec les organisations politiques, faisons des régionales autre chose qu'un enjeu électoral.

Nous ne ferons pas l'économie d'un débat public sur nos objectifs (avoir des élus pour quoi faire, avoir des élus comment, comment organiser les citoyen(ne)s pour maîtriser l'action du futur conseil...). Compte tenu du système électoral, il nous faut débattre publiquement des

alliances éventuelles du second tour sans nous soumettre à priori à un front républicain qui ne fonctionne pas ou renoncer à voir nos électeurs représentés. Tout ceci implique de mener bien en amont une campagne

de fond sur les axes choisis et tracer des perspectives post électorales.

Voilà pour quoi nous mettons cette contribution en débat dès aujourd'hui en direction de nos partenaires et de toutes et

tous, **citoyennes et citoyens, acteurs des mouvements sociaux.**

ENSEMBLE 14-61

DE L'EXPÉRIENCE LIMOUSIN TERRE DE GAUCHE AUX ÉLECTIONS RÉGIONALES 2015 : AVOIR DES ÉLUS ? OUI MAIS PAS À N'IMPORTE QUEL PRIX !

Il ne s'agit pas ici de revenir sur la démarche qui a conduit à l'alliance politique Terre de Gauche en Limousin en 2010 (rassemblant aujourd'hui le PCF, le PG, ENSEMBLE! et une partie du NPA), sur les raisons de notre maintien au second tour (6 élus sur 43, 19% des voix et une dynamique nouvelle (13% au 1^{er} tour)), ou sur le fonctionnement du groupe Terre de Gauche au conseil régional. Mais cinq années à agir comme groupe d'opposition de gauche permettent d'en tirer quelques enseignements, au moment où ce mandat régional s'achève.

A l'époque, notre liste avait pour ambition de faire entendre à la fois le rejet de la politique de Nicolas Sarkozy et de porter une alternative à la gauche social-libérale qui était à la tête de la quasi-totalité des régions.

La volonté de parvenir à un rassemblement politique au premier tour nous avait conduits à trouver des points d'équilibre entre la culture du PCF, jusque là allié au PS pour diriger la région Limousin et celle portée par le NPA. Cela s'était fait en abordant tous les points, tant programmatiques que tactiques, y compris ceux, ô combien sensibles, du second tour et des exécutifs. A l'époque, nous étions parvenus à la rédaction d'une charte qui, sur les deux derniers points, était une écriture en positif, à même de rassurer les plus hésitants du PCF :

● **sur le second tour**, nous acceptons l'éventualité d'une fusion avec le PS, sans aucun accord politique, avec seulement la volonté de marquer le rejet de la politique de Sarkozy, à travers un vote sanction aux élections régionales. **Deux points cependant étaient non négociables : la liberté totale de vote de tous les élus de notre liste sur tous les sujets, y compris le budget, et le fait qu'en cas de fusion, la liste majoritaire ne pouvait pas faire de tri dans nos rangs.**

● **sur les exécutifs**, nous avons alors écrit : « Si les conditions en sont créées à l'issue du scrutin nous pourrions y travailler jusque dans les exécutifs car la gestion des régions s'envisage comme un moyen d'atteindre nos objectifs. Notre participation à ces exécutifs est donc liée aux conditions qui la rendent possible. Il s'agit de la possibilité de mettre en œuvre les points essentiels de notre programme - à condition que les propositions du parti qui y serait majoritaire ne leur portent pas contradiction - et du rapport de force permettant effectivement de les appliquer ». Bien évidemment les conditions n'étaient pas réunies et notre résultat du 1^{er} tour (13%) permettait notre maintien et garantissait notre indépendance.

Peut-on toujours proposer une telle écriture d'accord pour les

régionales aujourd'hui ? Ce n'est un secret pour personne, le gouvernement n'est plus le même que lors des régionales de 2010... (quoique...) et il est essentiel de rassembler ceux qui combattent la politique austéritaire (et sécuritaire) d'Hollande/Valls et veulent redonner l'espoir d'une alternative à gauche. Avant d'en revenir aux questions de second tour et d'exécutif, il faut aussi analyser la politique jusque-là menée en région : serait-elle plus à gauche que celle du gouvernement ?

Y A-T-IL UNE DIFFÉRENCE D'ORIENTATION POLITIQUE ENTRE PS ET UMP A L'ÉCHELON RÉGIONAL ?

Y a-t-il un positionnement politique différent du PS et de l'UMP en région sur les principaux dossiers, sachant que les principales compétences régionales sont l'économie, l'aménagement du territoire (dont les transports) ou la formation ?

Même si des nuances minimales existent d'une région à l'autre, la réponse est clairement non : PS et UMP sont en accord sur la métropolisation, choix d'aménagement concentrant l'activité économique sur des portions « utiles » du territoire au service d'une Europe puissance. Ils votent ensemble les principaux dispositifs d'aides économiques, notamment ceux qui nourrissent les multinationales et leurs filiales, grâce à des subventions

publiques, justifiées au nom de «l'emploi». Ils soutiennent l'agriculture productiviste. Ils sont en accord sur le développement de l'apprentissage et l'orientation des jeunes de manière à répondre aux besoins économiques locaux. Ils sont la plupart du temps en accord pour financer l'enseignement privé au-delà du cadre réglementaire. Ils soutiennent d'un commun accord les grands projets inutiles d'aménagement du territoire.

● **Autrement dit, il n'y a pas de différence de substance politique, mais seulement de degré entre les politiques régionales envisagées par le PS et l'UMP** : le PS soutient modestement l'agriculture bio et l'économie sociale et solidaire, il dote un peu mieux la culture, il est un peu plus vert (mais souvent en région il s'agit seulement de décliner des schémas environnementaux cadrés par la loi) ... et c'est à peu près tout... Quant aux sommes en jeu, elles constituent un supplément d'âme qui ne coûte pas bien cher... tandis que les choix principaux restent globalement les mêmes.

L'ALTERNATIVE POLITIQUE DOIT RESTER VISIBLE... MEME AU SECOND TOUR ! QUELQUES PROPOSITIONS POUR ENSEMBLE !... ET SES PARTENAIRES.

La volonté de clarté politique, évidente au premier tour, ne peut pas être évacuée au second tour comme si de rien n'était, et ce d'autant plus que lorsque le PS prend une claque électorale, le Front de Gauche est percuté par l'effet de souffle à cause d'une trop grande proximité politique, perçue à large échelle.

Il s'agit donc aussi, dans ces élections régionales, d'aider nos éventuels partenaires politiques à clarifier leur rapport au PS, là où ils entretiennent encore, pour des raisons multiples, une ambiguïté. En effet, si l'on cherche à construire des alliances, ce n'est pas simplement pour obtenir une arithmétique plus favorable, mais bien pour provoquer une alternative crédible et durable.

Il n'est donc pas possible d'adresser un message public

qui brouille notre positionnement politique et donne l'illusion que l'on maintient une unité de la gauche... alors qu'il y a aujourd'hui deux orientations contradictoires et irréconciliables à gauche. Voilà pourquoi toute écriture d'accord sur l'idée de «battre la droite» qui ne mette pas également à distance la politique du PS serait en décalage avec notre orientation et notre projet politique et du coup n'est pas acceptable. De même, **accepter une solidarité de gestion n'est pas possible, puisqu'elle conduit à ligoter les élus lors de votes essentiels.** On sait, par expérience, que nos camarades (PCF, EELV, ...) l'ont parfois accepté pour pouvoir mettre en œuvre une politique du transport régional ou d'actions environnementales, grâce à des vice-présidences. Pourtant, au bout du compte, seul le PS en tire bénéfice au service de son orientation politique... renvoyant, malgré eux, les vice-présidents PCF ou EELV au statut d'«idiots utiles»...

DONC COMMENT DONNER A VOIR UNE ALTERNATIVE POLITIQUE JUSQU'A L'ISSUE DES ELECTIONS REGIONALES ?

Quelques principes peuvent être avancés :

- **la liberté totale de vote sur tous les sujets (y compris le budget) ne se discute pas**, quel que soit le résultat électoral et **mieux vaut ne pas avoir d'élus que des élus privés de cette liberté.**

- **pas de participation à l'exécutif en situation minoritaire** au regard de l'orientation du PS, ni pour nous, ni pour nos alliés. Si un tel compromis, absolument illisible, se produisait, **il ne serait pas possible d'être dans le même groupe politique qu'eux une fois l'assemblée installée.**

- **la fusion n'a rien de systématique** et elle ne peut pas être un engagement politique au nom de l'idée qu'il faudrait «battre la droite» :

● en effet, au-delà de 10%, l'électorat a assuré notre indépendance : nous devons nous maintenir : seul le danger du FN ou une menace du même ordre peut justifier une fusion de circonstance.

● entre 5 et 10% : la loi électorale (modifiée par Jospin en 1999 pour stopper l'avancée du FN... et rétablir des majorités stables en région...) oblige à des fusions qui risquent de brouiller notre message politique. A supposer qu'elles aient lieu, elles doivent s'accompagner de garanties :

□ **l'indépendance totale des élus reste la règle** : sans indépendance totale, pas de fusion.

□ s'il doit y avoir fusion, **tous les débats doivent être menés publiquement** pour que cela n'apparaisse pas comme des tripatouillages entre amis...

□ **pas de tri de la part de la liste majoritaire** entre nos candidats. De même **l'exigence de la parité** doit être assumée par les deux listes qui fusionnent (sinon, c'est un moyen de tri de la liste majoritaire) et il doit y avoir un strict respect de la proportionnelle

□ **il n'y peut pas y avoir de campagne politique commune au second tour** parce que nos projets politiques sont trop différents.

Il ne s'agit donc pas d'adapter notre positionnement aux habitudes anciennes de nos partenaires, mais de les faire bouger significativement, parce que l'on n'est plus sous Sarkozy. Renoncer à cette clarté politique revient à dire que l'on veut des élus à tout prix...

Quel en serait le sens ? Celui d'être identifié à une gauche de renoncement ? Celui de satisfaire au désir de notabilité de ceux qui se verraient bien conseillers régionaux.. (et quelle notabilité !) ? Celui de faire rentrer de l'argent pour financer notre boutique politique ?

Dans le pire des cas, il vaut mieux parfois passer son tour... plutôt que de redonner à voir des pratiques qui nourrissent l'abstention et favorisent le «tous pareils»... **L'unité sans clarté politique n'a pas de sens.**

**STÉPHANE LAJAUMONT,
CONSEILLER RÉGIONAL
ENSEMBLE !/
LIMOUSIN TERRE DE GAUCHE**

QUELLE ORGANISATION CONSTRUISON-NOUS ?

Depuis la création de notre mouvement en novembre 2013, nous avons assez approfondi et clarifié les discussions sur notre organisation. Le texte produit par les directions des composantes fondatrices et adopté lors des Assises de 2013 n'a pu qu'être très superficiellement amendé lors de l'assemblée générale de janvier 2014. Mais surtout, aucun véritable débat de fond n'a eu lieu sur le fonctionnement réel de notre mouvement et le type d'organisation qu'il produit. Or, si nous sommes incapables d'avoir un retour critique sur nos propres pratiques et expérimentations, comment pourrions-nous être à l'initiative de propositions nouvelles, inventives et créatives, pour la relance/(re)construction du Front de gauche, et, a fortiori, celle du rassemblement encore plus large que nous appelons de nos vœux ? Comment pourrions-nous construire autre chose que l'éternel recommencement des mécanos organisationnels d'antan qui n'en finissent pas de témoigner de leur épuisement. Si nous voulons être à la hauteur des ambitions refondatrices que nous professons, il aujourd'hui plus qu'urgent de mener sérieusement ce travail au sein des collectifs locaux et des instances nationales que sont le collectif national (CN) et l'équipe d'animation nationale (EAN). J'aborderai principalement ici trois problématiques parmi les quelques chantiers de réflexion et d'action que nous devons faire avancer.

PLURALISME ET DÉBAT DÉMOCRATIQUE

Notre organisation a l'ambition d'être un mouvement pluraliste, une convergence et une combinaison de courants, organisations et/ou sensibilités différentes. Une très grande attention a été portée dès le départ aux composantes fondatrices dont les directions sont représentées

au sein des instances nationales de l'organisation, en constituent encore la plus grande majorité des membres. Par contre, il est fait peu de cas des éventuels courants et sensibilités qui pourraient voir le jour au sein même du mouvement. Seuls les «courants d'idées» issus des composantes fondatrices sont formellement reconnus. Nulle part n'est faite mention d'un quelconque «droit» de tendance/sensibilité/minorité.

Cette invisibilisation est en outre renforcée par la conception du «consensus» telle que développée dans nos textes qui tend à écraser/invalidier toute formalisation de l'expression de points de vue de tendance/sensibilité/minorité. Notre texte de fonctionnement affirme ainsi que *«nous privilégions le fonctionnement au consensus. Un principe qui devrait perdurer, même si nous pourrions être amenés à voter sur des questions politiques où des décisions devront être prises mais nous le ferons qu'une fois le débat poussé jusqu'au bout et avec la recherche de très large majorités. Le fonctionnement au consensus nous évitera le recours aux rapports de force dans notre mouvement»*. Mais qu'est-ce qu'une organisation politique si ce n'est un cadre collectif qui organise et régule les rapports de force ? Qu'est-ce que l'action politique (émancipatrice) elle-même si ce n'est l'organisation des rapports de forces sociaux dans l'intérêt du plus grand nombre ? Vouloir «éviter» les rapports de forces qui existent, de toute façon, dans toute forme d'organisation collective (de l'organisation politique à la société en passant par l'Etat), c'est non seulement se voiler la face sur la réalité des rapports sociaux intra et inter organisations, mais aussi et surtout «éviter» par là-même de les organiser et de les réguler démocratiquement, et les laisser ainsi

se perpétuer informellement et de manière dérégulée.

Le consensus est le produit d'un processus de discussion dans lequel chacun-e vise à trouver la meilleure solution possible pour l'organisation, ce qui implique que l'ensemble du mouvement accepte de prendre part à la mise en œuvre de la décision élaborée. Elle se distingue de l'unanimité qui suppose une similitude quasi totale des points de vues. Elle peut inclure des recherches de compromis (concessions réciproques permettant de rapprocher des points de vues divergents) mais s'en différencie dans la mesure où elle suppose une transformation des points de vues, un changement de perceptions et/ou de positions suite auquel le consensus obtenu est plus qu'une demi-mesure entre deux avis divergents. En garantissant à chacun-e de faire valoir son opinion (individuelle ou collective) et d'identifier précisément celles des autres, elle produit un débat plus riche et nuancé qui permet la création d'une solution inédite, susceptible de satisfaire tou-te-s les acteur-trice-s du débat et de la décision de manière plus profonde que suite à une série de concessions¹.

Une telle démarche nécessite donc que les conditions (notamment matérielles) d'un débat serein et constructif soient remplies et que toutes les paroles soient prises en compte, y compris en formalisant l'expression des différentes sensibilités. En théorie comme en pratique, le consensus «made in Ensemble !» est bien loin de ces règles et principes. Non seulement cela, mais la conception étroite du consensus que nous avons adopté sans vraiment la réfléchir et la discuter tend à réduire l'enjeu démocratique du vote à un choix négatif par défaut. Or, tout comme le consensus, le

vote, sur le principe démocratique «un-e militant-e, une voix», est un des modes de décision, légitime et efficace, que nous pouvons utiliser, en fonction de l'opportunité, du contexte, des enjeux, de l'urgence et/ou de la portée du sujet. Notre fonctionnement doit combiner débats et prises de décisions démocratiques, ce qui inclut aussi bien la recherche du consensus que le vote.

NATURE ET FONCTIONNEMENT DES INSTANCES NATIONALES

Une autre des questions importantes sur laquelle nous n'arrivons pas à avancer sérieusement porte sur le fonctionnement de nos instances de direction, d'animation et de coordination nationales : le CN et l'EAN. Le CN est théoriquement «chargé de discuter et de prendre position sur toutes les grandes questions politiques ainsi que sur les différents aspects relatifs à la vie de l'organisation»; tandis que l'EAN est «un collectif de militant-e-s chargé-e-s de mettre en œuvre, au plan national, les décisions du collectif national». Dans la pratique, l'EAN a un rôle bien plus décisionnaire qu'exécutoire, aucune de ces deux instances n'étant par ailleurs ni paritaire ni très diversifiée en termes ethnoculturel et générationnel.

Plus fondamentalement, un des problèmes majeurs de ces deux instances c'est qu'il existe un déséquilibre structurel entre les deux. Le CN est en effet censé être composé, au ¾ et par participation «tournante», de représentant-e-s des collectifs locaux désigné-e-s à chaque réunion, tandis que l'EAN a une composition fixe et nominale d'ancien-ne-s membres des directions des organisations fondatrices (dont la majorité ne représente désormais qu'elles et eux-mêmes) et d'animateur-trice-s du mouvement social coopté-e-s. Si l'EAN peut être modifiée en cours d'année par le CN, il n'y a formellement aucune limite de mandat (dans le nombre et dans le temps) de ses membres, ce qui ne risque pas de favoriser son renouvel-

lement (paritaire, ethnoculturel, générationnel). Et puis, surtout, les tâches d'animation quotidienne du mouvement en font la véritable direction de l'organisation alors même que le CN n'a pas de moyens propres d'assurer la continuité de ses débats et travaux. Ce sont ainsi quelques équipes de travail de l'EAN qui assurent l'essentiel de l'élaboration et de la production de l'orientation politique de l'organisation qui est ensuite soumis pour approbation au CN.

Si des progrès ont été fait en ce sens, il y a encore des améliorations à faire en matière de communication auprès des militant-e-s et comités locaux sur les modalités de fonctionnement du CN et de l'EAN (secrétariat ouvert, organigramme et annuaires des groupes de travail et de suivi, dates de réunions, ordre du jour, relevé de décisions...), et de production de bilans/comptes-rendus de mandats du CN, de l'EAN et des commissions thématiques lors des AG nationales. Il nous faut également mettre en débat, bousculer un peu, voire carrément «révolutionner» (osons, osons...) un fonctionnement national encore bien trop peu ouvert aux nouvelles formes de militantisme (développement de la transversalité, des dynamiques «affinitaires», des usages internet et numériques, etc.), bien trop vertical et bien trop conservateur.

LA CONSTRUCTION DU FRONT DE GAUCHE

Dans notre résolution sur le fonctionnement du mouvement nous affirmons qu'«une des particularités de notre constitution en mouvement est le fait que ce mouvement est partie intégrante du Front de Gauche, un choix stratégique qui inclut la volonté de voir le Front de Gauche œuvrer à la création d'une nouvelle force politique répondant aux défis du temps». Pourtant, la construction du dit Front de gauche ne fait toujours pas l'objet de discussion ni de suivi spécifique au sein du CN comme de l'EAN. A l'exception de l'équipe des membres de l'EAN qui

participent à la coordination nationale du Front de gauche (FdG) et fait des comptes-rendus réguliers de ces réunions, il n'y a aucun travail de mutualisation des informations et d'élaboration de stratégies concernant l'intervention des militant-e-s d'Ensemble ! au sein des autres structures du FdG, que ce soient les assemblées citoyennes, les fronts thématiques et leur coordination, le front des luttes en entreprises, le conseil national ou même l'équipe éditoriale du site «Place au peuple».

Notre orientation vis-à-vis du FdG se résume ainsi aux commentaires/critiques des faits et gestes des principales composantes (PCF et PG) et porte-parole (Mélenchon) du FdG et à l'expression de vœux pieux («développer le Front de gauche», «le Front de gauche n'est pas mort !») ou de propositions abstraites (comme les adhésions directes) dont, en l'absence d'une réflexion un peu poussée et concrète, nous n'avons en réalité pas la moindre idée de comment elles pourraient être mises en œuvre. Si nous voulons être autre chose que des éternel-le-s commentateur-trice-s/professeur-e-s rouges et tenter d'influencer de manière plus significative le développement du Front de gauche nous devons mettre en place, au sein du CN et de l'EAN, un véritable cadre de suivi de notre implication locale et nationale dans sa construction.

Lire notamment sur le sujet Luc Vodoz, «La prise de décision par consensus: pourquoi, comment, à quelles conditions», Environnement & Société, n° 13, éd. Fondation Universitaire Luxembourgeoise - FUL, Arlon (Belgique), 1994, p. 57-66, <http://www.dsge-arlon.ulg.ac.be/SEED/images/stories/documents/vodozcrv2.pdf>.

DAN O. (COLLECTIF PARIS 19^E, EAN), 27 MAI 2015

AFRIQUES EN LUTTE

Du début de l'esclavagisme, initié dès le XV^e siècle, aux politiques anti-immigré-e-s de l'Europe forteresse actuelle, en passant par le colonialisme, les faits marquants de l'Histoire des rapports entre les puissances occidentales et le continent africain restent le pillage, l'exploitation et le racisme. La France n'échappe pas à cette règle. Bien au contraire, son rôle a été et demeure l'un des plus néfastes pour les peuples d'Afrique. Un rapide rappel historique s'impose, pour pouvoir comprendre, et changer, cet état des choses.

AUX ORIGINES DU CAPITALISME

La compréhension de ce qui se passe en Afrique nécessite de revenir au début du XV^e siècle, au moment où l'Europe va prendre son essor économique en détruisant celui du continent africain. La traite négrière transatlantique qui fera, selon certaines estimations, plus de 17 millions de victimes¹, a été un facteur déterminant dans l'accumulation du capital en Europe. Elle permit l'exploitation des mines d'or sur le continent sud-américain, la mise en place d'immenses plantations de canne à sucre et de champs de coton, et constituera aussi un débouché à la production des marchandises d'Europe en Afrique. Enfin elle fut absolument déterminante pour la construction navale, le développement des compagnies maritimes et d'assurance et pour l'expansion des ports européens qui deviendront de moteurs du développement en Europe².

La traite brisa net l'évolution politique, économique et sociale du continent africain. Loin d'être un monde « froid », un continent « sans Histoire », vivant en vase clos dans son arriération, l'Afrique était depuis des siècles un lieu de développement politique, économique et culturel

extrêmement riche de diversités³. Mais la trajectoire singulière de ces sociétés devait se trouver dramatiquement percutée par l'accostage des premiers bateaux venus d'Europe. Du fait des véritables saignées démographiques qui s'effectuent à un rythme soutenu⁴; du climat d'incertitude et d'insécurité qui a pesé sur les populations razzées, obligées dès lors de s'adapter à une vie précaire et mobile, peu propice à une activité agricole stable ou à l'innovation technologique, et qui, déplacées, devront s'installer sur des terres inhospitalières. Mais surtout, à cause de l'apparition de structures économiques concentrées sur le commerce d'esclaves. Cette économie de traite a progressivement éliminé les autres activités économiques et deviendra hégémonique. C'est le début d'un processus, qui demeure, où l'économie africaine est modelée dans le seul but de répondre aux besoins des firmes de l'Occident. Ce type de relations interdira tout développement économique autonome ultérieur.

La traite européenne a eu aussi une autre conséquence qui perdure de nos jours : l'apparition du racisme moderne. Elle se différencie, par sa nature et son intensité, des prises de captifs qui se pratiquaient entre peuples africains. Dans ces cas, les captifs jouaient un rôle économique et social particulier. Ils étaient intégrés, à plus ou moins long terme, à la société dans laquelle désormais ils vivaient. Le statut d'esclave n'était donc pas un statut social figé et on nait esclave, de génération en génération. De plus la marchandisation niait le caractère humain de l'esclave, l'associant à un « bien meuble »⁵. La négation du caractère humain de l'esclave noir a donné naissance au racisme qui deviendra un élément central dans

la propagande de la politique colonialiste des principaux pays européens.

La mise en esclavage des populations africaines ne se fit pourtant pas sans heurts. Il fallut un certain temps et d'énorme quantité de canons et d'eau de vie pour soumettre les nombreux empires, royaumes, cités-Etats qui résistèrent à la traite, dont certains jusqu'au début du 17^e siècle. Et dans les colonies américaines, les révoltes d'esclaves sont courantes, et parfois victorieuses, comme à Saint-Domingue (Haïti) en 1791, où est proclamée la première République noire de l'Histoire⁶.

L'AVÈNEMENT DU COLONIALISME

Pendant ce temps-là, en Grande-Bretagne, suivie rapidement par les autres principales capitales européennes, le capital marchand se transforme en capital industriel. C'est l'époque de la révolution industrielle, financée par l'or des colonies et le sang des esclaves. Les industries du textile et de la sidérurgie sont en plein essor, et elles ont besoin de matières premières telles que le coton ou l'huile de palme (pour la lubrification des machines à vapeur). La politique esclavagiste est abandonnée progressivement car elle ne correspond plus aux nécessités économiques de l'heure. Le capital, désormais engoncé dans ses frontières nationales, cherche de nouveaux marchés et de nouvelles sources de ravitaillement. L'impérialisme se développe. Les premiers arrivés sont les premiers servis : Grande-Bretagne, France et, de manière moindre, le Portugal

² Sans compter les millions de celles et ceux, mort-e-s lors des révoltes avant l'embarquement qui ont représenté jusqu'à 20 % des « sinistres » enregistrés par la compagnie d'assurance Loyd's, ou engloutis pendant la traversée dans le « ventre de l'Atlantique ».

³ Cf. Eric Williams, *Capitalisme et Esclavage*, 1968.

s'engagent dans une course effrénée à la conquête de nouveaux territoires. Elle se conclut en 1885 sur le traité de Berlin qui entérine le partage de l'Afrique.

Issu de l'idéologie esclavagiste, le racisme prend d'autres formes. Désormais, le colonialisme se pare d'humanitarisme sous la forme du devoir des civilisations «supérieures» vis-à-vis des «races inférieures». Sous les oripeaux de «progressisme» des Lumières, ce n'est que mépris, haine et détestation pour les peuples et les cultures autochtones⁷. Les armées européennes vont coloniser la quasi-totalité de la planète et de l'Afrique. Face aux résistances que la conquête suscite, les régiments coloniaux n'hésiteront pas à massacrer des populations entières pour imposer le nouvel ordre colonial⁸. Soldats, missionnaires et administrateurs sont le tiercé gagnant du colonialisme. Les Européens, France en tête, vont imposer de nouvelles règles économiques avec le travail forcé et l'adoption d'une économie exclusivement orientée vers l'exportation des matières premières qui intéressent l'Europe (café, cacao, coton, huile de palme, caoutchouc, minerais et métaux précieux). Les administrateurs vont ainsi détruire les cultures vivrières, provoquant d'immenses famines sur le continent⁹. Ils empêcheront également tout trafic commercial inter et intra-africain ; chaque région se trouvant ainsi isolée ne pourra commercer qu'avec la métropole par le biais de sociétés monopolistiques détenues par les colons. À terme, ce système bloquera l'émergence de marchés régionaux, condition indispensable à un développement économique autonome. Les colonialistes vont aussi systématiquement faire obstacle à tout développement industriel un tant soit peu conséquent, ce qui sera un frein à la diffusion de connaissances, de techniques et de qualifications industrielles. Le colonialisme va donc instaurer une division internationale du travail où l'Afrique se trouve structurellement dépendante. Cette situation reste d'actuali-

té de nos jours. Dans la même veine, il mettra en place des systèmes de pouvoir et de gouvernement caractérisés par l'autoritarisme, la violence et le néo-patrimonialisme. Ce dont hériteront les régimes ultérieurs, avec les conséquences que l'ont sait...

La première Guerre mondiale représentera un véritable tournant qui montrera, à une échelle de masse, ce que peut être le capitalisme avec ses effroyables boucheries, tandis que la Révolution russe de 1917, qui va ébranler toute la vieille Europe, soulève, quant à elle, l'espoir d'un autre monde possible. L'Afrique sera mise à contribution pour l'effort de guerre à travers l'accentuation du travail forcé et la création de bataillons de tirailleurs, des soldats des colonies africaines qui iront combattre dans les tranchées. Ils vont vivre ainsi à côté de soldats européens et partager leur vie et leur sort dans les tranchées : les débâcles, la peur et la prison. Cette situation va contribuer à démystifier la supériorité de la civilisation occidentale de l'homme blanc. Une nouvelle césure va apparaître dans le mouvement ouvrier autour de l'internationalisme. La jeune Révolution russe va insuffler, avec la création de nouveaux partis communistes, la nécessité impérieuse de lutter contre son propre impérialisme. Cette ligne politique va alimenter les combats anticolonialistes et la solidarité avec les peuples africains. En parallèle, des sentiments nationalistes apparaîtront en Afrique et donneront naissance à des luttes sous des formes diverses : artistiques, religieuses, coutumières ou syndicales, violentes ou pacifiques, contre le travail forcé, pour l'égalité des droits, voire dans certains cas, pour l'indépendance...¹⁰ Ces luttes seront écrasées par une répression féroce tant par la Grande-Bretagne au Kenya ou au Nigéria que par la Belgique au Congo ou la France en Afrique de l'ouest et du centre.

Quand, en 1939, l'Europe est

de nouveau embrasée par la guerre, le capitalisme va engendrer les pires barbaries. La guerre contre l'Allemagne et l'Italie fascistes se fera sous le drapeau de la liberté, de l'indépendance nationale, du respect des droits humains, bref toutes ces valeurs qui, par ailleurs, sont foulées au pied dans les colonies. Une fois la victoire acquise, les vainqueurs refuseront d'écouter dans leurs colonies les revendications pour lesquelles ils se sont eux-mêmes battus et surtout pour lesquelles ils ont mobilisés des centaines de milliers d'Africains¹¹. Malgré tout, après la seconde Guerre mondiale, des mobilisations d'ampleur vont se dérouler contre la colonisation. La révolution chinoise sera une étape décisive et deviendra un exemple pour les autres peuples des pays dominés. Une dynamique s'est enclenchée ; le processus de décolonisation est désormais inéluctable. Les bourgeoisies en sont conscientes ; l'enjeu est d'accompagner ce processus et de le rendre compatible avec le capitalisme international. Elles manieront la répression contre l'aile radicale et combative comme à Madagascar contre le MRDM qui fit une centaine de milliers de morts, au Cameroun contre l'UPC, et en Côte d'Ivoire contre les secteurs indépendantistes du PDCI où la terreur à grande échelle fut pratiquée incendiant les villages, assassinant les militants comme le sénateur Victor Bika Boda et favoriseront les organisations et les dirigeants qui vont accepter le projet néocolonialiste. Leurs fonctions seront de tout changer... pour ne rien changer.

La France va exceller dans ce domaine et si elle concède formellement les Indépendances aux pays africains dans les années 60, elle maintiendra l'essentiel de sa domination tant économique, militaire que culturelle.

AUJOURD'HUI LE NÉO-COLONIALISME

Les nouveaux États africains vont être étroitement surveillés par l'impérialisme français. Les

dirigeants de ces Etats seront d'ex-politiciens, militaires, voire agents secrets (comme au Gabon) de l'époque coloniale. Ceux qui contesteront, peu ou prou, l'ordre néocolonial, seront assassinés comme Ruben Um Nyobé au Cameroun en 1958, Patrice Lumumba au Congo en 1961, Sylvanus Olympio au Togo en 1963, Thomas Sankara au Burkina-Faso en 1987. La France, par le biais de la monnaie (le Franc CFA), de ses bases militaires, de la Francophonie, va, de fait, influencer, voire même dans certains cas comme en Centrafrique, diriger les pays africains au profit de sa politique étrangère et de ses grandes firmes (Total, Areva, Bolloré, Orange, Air France etc.). Elle n'hésitera pas à intervenir militairement, une soixantaine de fois, soit pour sauver les dictatures, soit pour renverser les gouvernements trop indépendants aux yeux de l'Élysée. Les gouvernements français, qu'ils soient de droite ou de gauche, ont mené la même politique en utilisant les mêmes réseaux, bénéficiant d'argent occulte¹².

En installant des dictatures de la pire espèce au pouvoir et en les protégeant, en encourageant la corruption, elle a permis qu'un racisme se développe de manière perfide quant à la soi-disant incapacité des Africains à gérer leurs propres affaires. N'ayant «jamais enlevé ses habits de colons», elle continue de refuser de faire face à son passé colonial et à son présent néo et postcolonial, qui pourtant la ronge aujourd'hui de toutes parts¹³. En imposant un modèle économique d'exportation au détriment d'un développement agricole et industriel qui permette l'autosuffisance alimentaire et énergétique, en encourageant l'endettement des pays pour des projets aussi coûteux qu'inutiles ou pour des dépenses d'armement, en faisant aujourd'hui pression pour que ces mêmes pays signent des Accords de Partenariat Economiques qui enlèvent toute protection réglementaire et douanière aux marchés africains, entraînant faillite des

paysans et des petites industries locales, la France porte une lourde responsabilité dans les difficultés sociales et économiques de l'Afrique.

S'INSPIRER DU MEILLEUR DES LUTTES...

Afriques en lutte se veut un outil de lutte contre le capitalisme et l'impérialisme, tant en France que dans ses anciennes (et actuelles) colonies, et de construction d'un nouvel internationalisme. A ce titre **Afriques en lutte** intervient sur deux axes : contre la politique néo-colonialiste de la France et son soutien aux dictatures africaines ; et en solidarité avec les luttes émancipatrices des peuples.

Afriques en lutte en France soutient les revendications suivantes.

- Contre les interventions militaires françaises en Afrique, quel que soient les prétextes invoqués.
- Pour le démantèlement de toutes les bases et structures militaires (conseillers, aide technique, etc.).
- Contre le pillage des multinationales françaises en Afrique (Total, AREVA, Bouygues, Bolloré, EDF, etc.)
- Pour une lutte contre les paradis fiscaux et l'aide aux détournements de fonds
- Contre les accords de Cotonou et les APE.
- Pour l'abolition de la dette et le versement de réparations pour les préjudices subis.
- Contre les lois et les politiques anti-immigré-e-s.
- Pour la liberté de circulation, d'installation, le droit de vote et d'éligibilité des migrants étrangers.
- Contre le révisionnisme en matière d'histoire coloniale.
- Pour une enquête internationale sur les responsabilités françaises dans le génocide au Rwanda.

Afriques en lutte soutient les luttes des peuples d'Afrique.

- Pour le respect du droit fondamental des peuples «à disposer d'eux-mêmes».
- Pour le respect de leurs droits et libertés démocratiques.

Pour le contrôle des populations sur les politiques publiques (affectation des aides financières, attribution des contrats d'exploitation des matières premières, etc.)

- Pour une justice internationale forte et indépendante qui fasse rendre des comptes aux dirigeants corrompus et autoritaires, ainsi qu'à leurs complices.
- Pour un développement qui réponde aux besoins économiques, sociaux et culturels des populations.
- Pour une réelle coopération, et le partage des savoirs et des connaissances scientifiques et technologiques.
- Pour la solidarité avec les luttes pour la défense des écosystèmes.

Rejoignez **Afriques en lutte** ! Pour nous contacter : afriquesenlutte@yahoo.fr - www.afriquesenlutte.org.

Sans compter les millions de celles et ceux, mort-e-s lors des révoltes avant l'embarquement qui ont représenté jusqu'à 20 % des « sinistres » enregistrés par la compagnie d'assurance Loyd's, ou engloutis pendant la traversée dans le « ventre de l'Atlantique ».

Cf. Eric Williams, *Capitalisme et Esclavage*, 1968.

Cf. Walter Rodney, *Et l'Europe sous développait l'Afrique. Analyse historique et politique du sous-développement*, 1986.

En un siècle, entre 1500 et 1600, on estime que la population du continent est passée de 80 à 15 millions d'habitant-e-s.

Cf. le Code noir édicté en 1685

Cf. CLR James, *Les Jacobins Noirs*, 1983. Voir également l'édition d'*Afriques en lutte*, n°13, avril-mai 2008.

Cf. Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs*, 1952.

Cf. Sven Lindqvist, *Exterminez toutes ces brutes*, 1999 ; Yves Benot, *Massacres coloniaux*, 2001.

Cf. Mike Davis, *Génocides tropicaux*, Paris, La Découverte, 2003.

Cf. Ousmane Sembène, *Les bouts de bois de Dieu*, 1960 ; ou Aimé Césaire, *Cahier d'un retour au pays natal*, 1939.

Au camp de Thiaroye (Sénégal) le 1er décembre 1944, à Sétif et Guelma (Algérie) le 8 mai 1945, à Madagascar, en 1947, c'est à coups de fusil que des centaines de personnes manifestant pour le respect de leurs droits seront accueillies et massacrées.

Cf. F.X. Verschave, *La Françafrique*, 1998.

Cf. P. Blanchard et alii, *La fracture coloniale*, 2005 ; « Postcolonialisme et immigration », revue *Contretemps*, n°16, janvier 2006.

**DES MEMBRES
D'AFRIQUES EN LUTTE**

AMENDEMENT ENSEMBLE BREST

Le collectif Ensemble! de Brest souhaite instamment que -page 14- **le secteur industriel de l'armement** soit introduit au même titre que celui du pétrole, de la santé etc... dans la liste des activités structurantes de notre pays à (re)nationaliser. Il est inconcevable en effet, dans un projet d'émancipation humaine, de

laisser ce secteur éminemment stratégique aux mains d'intérêts privés plus soucieux de gonfler leur carnet de commandes que de contribuer à la stabilité du monde. Le retour dans le giron de l'Etat des grands donneurs d'ordre du secteur, sous le contrôle étroit de la représentation nationale, permettrait de

limiter ces dérives mercantiles et de recadrer l'activité de ce secteur au service de la collectivité nationale et de la paix.

**POUR LE COLLECTIF :
ROLAND DE PENANROS**

REMARQUES SUR LE PROJET DE TEXTE ÉMANCIPATION

A l'évidence, ce texte mérite d'être retravaillé dans son architecture générale. Il semble être une juxtaposition de paragraphes écrits par des personnes différentes sans aucune hiérarchisation, avec comme conséquence d'être trop long, beaucoup trop long pour intéresser au delà nos petits cercles. Beaucoup de propositions sont justes mais on ne voit pas de fil conducteur, à trop lisser on perd de la pertinence par exemple peut-on se contenter d'écrire «Aujourd'hui le patronat tente de revenir en arrière» !!! Par ailleurs, très souvent, on ne sait pas si ces propositions sont pour maintenant ou pour plus tard (après la rupture avec le capitalisme abordée très succinctement page 9)...

De plus, il ressort de ce texte l'impression qu'il pourrait y avoir un développement continu des éléments d'émancipation présents dans la société vers «l'émancipation finale «sans jamais poser le problème de l'affrontement et du pouvoir. On ne comprend pas, en effet, pourquoi ces éléments d'émancipation, certains présents depuis très longtemps ne se sont jamais développés au delà d'une certaine limite, connaissant des hauts et des bas.

Si le capitalisme peut admettre des éléments de «respiration », des remises en cause partielles, ceux-ci se heurteront toujours à une remise en cause généralisée du pouvoir de la propriété des moyens de production. Au sein même du mouvement ouvrier les oppositions à cette transcendance n'ont pas été absentes et peuvent perdurer, que ce soit de la part du stalinisme, de la social-démocratie ou des bureaucraties syndicales qui n'ont jamais vu d'un bon œil l'auto activité du salariat.

DES IMPASSES

La première impasse est l'absence d'une analyse des rapports d'exploitation actuels et l'indispensable réaffectation des richesses produites à la satisfaction des besoins sociaux. Une analyse du capitalisme mondialisé ne serait pas inutile. Cela permettrait de voir que la principale attaque du patronat ne porte pas sur la remise en cause de la RTT, mais la diminution du coût du travail par tous les moyens.

La seconde est l'absence de réponse à la question du chômage et de la précarité: ces mots sont nommés (une seule fois dans tout le texte) pour expliquer à juste titre que c'est

par une réduction massive du temps de travail que l'on parviendra à les faire reculer. La question sociale est vue sous l'angle de «l'importance de la réduction au temps du travail». Regretter les batailles du mouvement ouvrier au XX^e siècle et tenter de la réactualiser aujourd'hui comme réponse à la précarité et au chômage généralisés sont inefficaces: pour être crédibles, il faut poser avec la question de la RTT, celle de la création des millions d'emploi nécessaires pour parvenir au plein emploi à moyen terme et celle des conditions de vie et d'existence des millions de victimes de la crise. De la même manière, la question salariale et plus généralement celle des revenus pour vivre ne sont pas posées, alors qu'au delà des millions de chômeurs et précaires, il y a maintenant des millions de travailleurs, travailleuses, retraités(ées) pauvres. Il est donc indispensable qu'un chapitre sur l'urgence sociale apparaisse et que ces questions soient posées et y trouvent une place centrale. La troisième est la très faible place des questions sur l'environnement, l'écologie, le climat: un seul petit paragraphe traitant des apports du mouvement écologiste au mouvement so-

cial. C'est d'autant plus curieux que les différents courants qui ont constitué Ensemble ont travaillé, produit, écrit sur «l'écocapitalisme» et l'articulation entre les questions environnementales, énergétiques, climatiques et la question sociale.

Quatrième impasse : les questions de la guerre et la paix sont absentes du document. A l'heure du capitalisme mondialisé, où des conflits armés très violents se déroulent au Moyen Orient, à l'Est de l'Europe, où les termes «chocs de civilisation, guerre contre le terrorisme» sont en permanence utilisés, il est indispensable de donner un point de vue et quelques éléments d'orientation sur ce que devrait être une politique progressiste dans ce domaine. Nous devrions rappeler notre volonté d'en finir avec la force de frappe de réduire de manière drastique le budget militaire, de rompre avec la politique de la «Françafrique» et les interventions militaires extérieures. Au contraire, nous accueillerions sans réserve les réfugiés des pays en guerre et de coopération avec les mouvements progressistes des pays concernés.

Cinquième impasse, la question européenne est absente du document : ce qui se passe, depuis 3 mois vis à vis de la Grèce, devrait nous conduire à poser la question d'une autre Europe ouverte au Sud et à l'Est, cherchant à aligner les droits sociaux sur les législations les plus avantageuses pour les populations, ..., réactualiser ce qui avait écrit en 2005 collectivement suite au référendum sur le TCE.

UN TEXTE QUI SE VEUT UN PROJET POUR LE 21^E SIÈCLE MAIS PLUS CONNECTÉ AVEC LE 20^E SIÈCLE QU'AVEC CE QUI MARQUE LE DÉBUT DU 3^E MILLÉNAIRE !

Alors que les coups pleuvent contre la Sécurité Sociale et les services publics, démarrer le texte par un paragraphe sur « le potentiel émancipateur de la Sécurité Sociale et des services publics » ne peut convenir. Dans le mouvement social ou syndical, chacune et chacun s'emploie en effet à expliquer que l'on est de plus en plus loin des

principes fondateurs des acquis sociaux de l'après guerre et que les services publics n'ont de plus en plus souvent de publics que le nom.

De la même manière le titre du paragraphe intitulé «la présence d'éléments émancipateurs dans la société actuelle, germes d'une société différente» pour évoquer les communs est très décalée par rapport à l'offensive du capital pour marchandiser toujours plus. Une chose est de saluer Fralib, Pilpa, de parler des SCOP ou des circuits courts, une autre est de leur donner une portée disproportionnée face à l'offensive du capital par exemple avec Tafta. Articuler ces nouvelles pratiques avec une critique du mode de production, oui, mais croire que cela peut se substituer à l'affrontement avec le mode de production dominant, non.

Les mouvements sociaux sont évoqués mais ce qui a été gagné, ce qu'ils ont fait progresser, (même si est on est dans une phase de recul) depuis les années 60 est peu mis en avant; les acquis du mouvement des femmes, la lutte pour les droits des homosexuels, les luttes pour un environnement meilleur et un autre mode de consommation, l'aspiration au contrôle et à l'auto organisation des luttes, l'aspiration à l'autogestion, le mouvement altermondialiste auraient mérité une bien plus grande attention d'autant que nous y sommes souvent très impliqués.

Nous allons bientôt «fêter» le 50ème anniversaire de Mai 68, 2 générations ont passé, le capitalisme mondialisé a largement repris la main, les conditions de la lutte ne sont plus du tout les mêmes mais les mouvements sociaux qui en sont issus n'ont pas gagné, ils ont profondément marqué les décennies qui ont suivi. Il y a là, des éléments émancipateurs, germes d'un autre monde. Cela devrait être valorisé mis en avant de façon plus systématique.

DES HIÉRARCHISATIONS CONTESTABLES

La dernière partie sur l'horizon émancipateur est partagée et hiérarchisée en

1/ la démocratie, 2/ la lutte contre les oppressions et les discriminations, et 3/ la question sociale.

Sur les discriminations racistes, le minimum serait d'affirmer plus nettement la nécessité d'un combat sans hiérarchisation

Sur la question sociale ne figurent de façon centrale ni la question d'un emploi pour toutes et tous ni celle de la précarité devrait être le premier. Sans tomber dans l'économisme, si ces questions ne sont pas la colonne vertébrale de notre projet émancipateur, il n'aura aucune crédibilité vis à vis du plus grand nombre. Affirmer le primat du politique et de la démocratie, oui, mais cela suppose que chacune et chacun ait une place dans la société. C'est bien toujours «l'existence qui détermine la conscience» !

EN CONCLUSION QUI EST PLUTÔT UNE INTRODUCTION

A l'évidence, ce texte ne peut être adopté en l'état : par ses manques, son plan, il risque de susciter des polémiques et controverses inutiles; il mérite donc d'être retravaillé dans son architecture générale, d'autant qu'il doit faire un peu office de texte fondateur de Ensemble !

TEXTE EMANCIPATION AMENDÉ PIERRE ZARKA

L'EMANCIPATION COMMENCE AUJOURD'HUI

METTRE EN DÉBAT, DESSINER UN PROJET

Pour notre mouvement, le projet d'émancipation vise la participation effective de toutes et tous à tout pouvoir existant dans la société. Il ne peut se réaliser sans une auto-libération des êtres humains de toutes les formes d'exploitation, de domination et d'oppression.

La situation est paradoxale : le système politique est frappé par une crise idéologique profonde des valeurs du néolibéralisme. Qui dira que le marché, la concurrence, la lutte de tous contre tous, le modèle consumériste, visent à faire le bonheur de l'humanité ? Nous agissons pour un projet qui s'appuie sur toutes les potentialités de transformation de l'activité, écologique, sociale, démocratique, autogestionnaires, sur l'auto-organisation comme prémisses de nouvelles formes démocratiques. Il vise à la convergence de toutes les prises de conscience et des combats émancipateurs. Il prépare, dans les alternatives d'aujourd'hui, la société de demain.

Mais les luttes immédiates sont souvent limitées : il faut dégager de la réalité un projet alternatif qui dessine une cohérence nouvelle et prenne force en s'inscrivant dans les consciences et permette de se projeter dans l'avenir. Car, à défaut, se développe une situation très dangereuse, la vague néoconservatrice, xénophobe et raciste le montre : des réactionnaires vendent des projets de «restauration» et défendent des modèles familiaux et sociétaux régressifs, exacerbent des peurs de pertes d'identités, inventent des boucs émissaires...

En fait nous avons sans doute trop tardé à dire «le nouveau», qui est pourtant là, ainsi que les principes qui pourraient en être

dégagés et ainsi faire système. L'idée émancipatrice que l'humain veut contrôler son destin s'est trop souvent traduite par une illusoire volonté de toute puissance développée au détriment des autres espèces vivantes et des écosystèmes. Il faut également revenir sur le bilan et les échecs des expériences passées, tant d'un manque d'indépendance de la pensée révolutionnaire la plus partagée, que du stalinisme et de la social-démocratie, et des dégâts qu'ils ont provoqués. Il faut savoir le faire sans faux semblant, et avancer un projet, faire percevoir l'horizon, débattre de l'avenir au présent.

Cette élaboration stratégique, nous y travaillons avec des courants qui sont engagés dans la construction d'une alternative à gauche, d'une perspective d'émancipation pour ce 21^e siècle, à partir des expériences du mouvement social, associatif, syndical, culturel, altermondialiste. Il faut élaborer une perspective d'émancipation pour ce 21^e siècle. Nous reprenons dans nos débats et propositions les apports que furent les utopies socialistes, communistes, écologistes, libertaires, autogestionnaires, pour une société fondée sur les valeurs de la démocratie, de l'égalité, de l'antiracisme, du féminisme.

Nous sommes convaincus que la participation aux mouvements sociaux, aux syndicats, aux associations, aux luttes, est porteuse de connaissances, de projets pour la cité et de désirs collectifs, et en même temps de liens féconds entre le «je» et le «nous». Le mouvement féministe dans sa diversité a par exemple permis l'auto-organisation des femmes et de combattre l'homophobie, de produire une critique subversive des systèmes de domination croisés dans la

société, et de susciter un désir de libération collective de l'oppression. Il y a urgence à donner à voir un projet de long terme, à faire vivre une culture politique d'émancipation,

Nous ne partons pas de «rien» pour devenir «tout». Nous reprenons une expression de Marx traduisant la réalité des mouvements socialistes et populaires de son époque. «Le communisme n'est pas pour nous un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'ordre établi. Les conditions de ce mouvement résultent des facteurs qui existent dans le présent» (L'idéologie allemande).

Dans la société, telle qu'elle est, existent déjà des pratiques sociales, des processus qui remettent en cause la logique capitaliste marchande et productiviste, et le recours systématique à l'Etat. Ils sont certes fragiles, susceptibles d'être remis en question ou digérés par le système, mais ils n'en constituent pas moins des alternatives déjà présentes ou en gestation alors même que le capitalisme tend à dominer tous les aspects de la vie sociale. Il y a bien un «déjà là» émancipateur. Il permet de voir d'autres manières de «faire société», de participer au changement culturel, pour peu qu'il soit approprié consciemment, généralisé le plus possible, de manière à faire sens et horizon pour les luttes de résistances partielles, et ainsi d'en dynamiser la portée. Ce «déjà là» a besoin de cerner le «pas encore là». L'espérance émancipatrice se nourrit de l'action, souvent immédiate et pragmatique, mais tout autant de ce qui est anticipé dans les consciences au moment de l'action. Elle devient alors un imaginaire collec-

tif qui peut acquérir une force d'entraînement.

/// LA PRÉSENCE D'ÉLÉMENTS ÉMANCIPATEURS DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE, GERMES D'UNE SOCIÉTÉ DIFFÉRENTE

Le refus des «règles» permettant de dominer et d'exploiter sans fin a produit des éléments sur lesquels des luttes ont pu et peuvent s'appuyer. Les luttes populaires de résistance à la logique capitaliste d'accumulation des profits ont ainsi, sous diverses formes, endigué en partie les effets du développement de la concurrence individualiste.

LE POTENTIEL ÉMANCIPATEUR DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DES SERVICES PUBLICS

Des institutions sont issues du développement historique du salariat, construites par la dynamique historique de la socialisation du salaire qui a mis à mal la volonté du capital de faire de la force de travail une simple marchandise. Ainsi, le principe «de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins» est présent déjà dans le domaine de la santé, la prise en charge de la petite enfance.

De même, le développement du système de retraite par répartition, qui marginalise l'épargne individuelle et l'industrie financière, tendait à faire de la retraite la continuation du salaire, non seulement dans la fonction publique mais aussi pour une grande partie des salarié.e.s des années 1970.

Même progressivement vidé de son contenu depuis la fin des années 1980, le système des retraites maintient encore une solidarité basée, comme l'assurance maladie, sur un salaire socialisé permettant une appropriation et un usage plus égalitaire de la richesse produite. Il existe de nombreuses remises en cause et des manquements à cette règle, mais elle a servi de modèle et de cadre pour la médecine infantile et la prise en charge de la petite enfance. Les élections à la Sécurité sociale donnaient en effet aux organisations syndicales la possibilité

de contrôler une part croissante de la valeur ajoutée, et la possibilité de créer des entreprises populaires dans le domaine de la santé ou de la socialisation familiale (centres de soins), acquis aujourd'hui soumis à des attaques systématiques. De ne pas avoir tiré tout ce qu'implique une telle conception a occulté ses principes fondateurs et a rendu la Sécurité Sociale vulnérable aux menées bureaucratiques et libérales.

DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ...

Il existe donc dans ce domaine de la Protection sociale une expérience de garanties limitant la fragilité et la dépendance des salarié.e.s. L'idée d'une santé pour tous est forte. Elle peut servir de dynamique pour défendre des droits pour tou-te-s, et développer une exigence de transformation de ce secteur opposée à la recherche des profits privés, à conditions toutefois d'en prolonger les principes qui sont à la source de sa création.. Libérée du carcan néolibéral et patronal, la Sécurité sociale pourrait développer une médecine préventive en lien avec les associations et les organisations syndicales.

A LA TRANSFORMATION DU TRAVAIL

Nous vivons une interpénétration nouvelle entre travail et «hors» travail qui tient à l'engagement de l'individu. Sous l'effet d'une fantastique accélération du rythme de l'évolution des connaissances, les conditions de la production et des services se posent en termes historiquement nouveaux. Les entreprises managériales témoignent du besoin de plus en plus grand de recourir à la totalité de l'individu, y compris ses capacités d'initiatives, d'imagination, son psychisme. De fait le rapport salarial traditionnel est obsolète et le rapport à la culture n'est pas un supplément d'âme. La subjectivité du travailleur est de plus en plus sollicitée comme garant d'efficacité.

Or, l'idéologie managériale néo-libérale, contrairement à ses promesses d'autonomie et

d'épanouissement au travail, a renforcé son emprise en cherchant à utiliser et formater les désirs et la subjectivité des salariés, en diffusant la compétition d'un atelier à l'autre, d'un site à l'autre, de sous-traitants à donneurs d'ordre, entre «performants et compétents», etc. Cette fiction produit une société où se répand la violence ou l'horreur économique et sociale. Une prise de conscience s'est produite à l'initiative de chercheurs, de médecins, de délégués CHS-CT. Le mouvement ouvrier a trop longtemps refoulé ces questions. Cette approche force à reprendre à la racine la manière dont les salarié-es vivent leur rapport au travail concret, leur engagement personnel et psychologique dans une activité qui fait sens, le lien avec la hiérarchie et les «collègues» (entraide ou concurrence). Elle pose les questions de rapports sociaux de sexe et de cultures. Il est essentiel de ne pas laisser l'initiative aux managers et d'inventer de nouvelles pratiques associant chercheurs, délégué-es CHS-CT, salarié-es, afin de produire un répertoire d'actions nouvelles : délibération collective des stratégies d'entreprise, des choix de productions, des conditions de travail, d'atteinte à la santé physique et psychologique, critique des techniques, conflits de morale sur le sens du travail, sur les rapports aux usagers, aux clients, détermination de pratiques innovantes (enquêtes de terrain, grève du zèle, coopération, normes éthiques, attention aux autres). Cela nous pose aussi la question d'innover en matière de rapports entre «travail» et «hors travail» et de reconsidérer la notion de richesses pour une société et l'ensemble des pratiques sociales que la rémunération doit recouvrir au risque de laisser au capital l'initiative en la matière. Déjà des textes de la CGT, du PC ou de chercheurs ont commencé à aborder ces questions. Reste à en faire des enjeux publics.

LA PLACE DES SERVICES PUBLICS

Dans la même logique, la place

des services publics est un lieu de conflit majeur entre les besoins sociaux, l'exigence d'égalité, et le carcan de la logique marchande. Le développement des services publics est un enjeu politique décisif dans de larges secteurs, afin qu'ils soient ou redeviennent gratuits et financés par la fiscalité, notamment l'École, ou fonctionnent sur la base d'une péréquation tarifaire. Au-delà, leur existence montre que le but du travail n'est pas la marchandise mais de la production de société et de civilisation. Ainsi, sur une longue durée, il y a eu élévation générale de l'accès aux connaissances, à la culture, transformant les qualifications techniques et professionnelles, dont se sont emparées notamment les jeunes filles, permettant une plus forte autonomie de jugement sur le monde et la société, sur les conditions de l'égalité femmes/hommes, sur le respect des cultures. Ce progrès culturel débouche sur de plus fortes exigences démocratiques, des capacités plus élevées d'auto-organisation sociale. Cela impose de renouveler et développer les luttes syndicales, les critiques et les pratiques en vue d'un fonctionnement entièrement nouveau des établissements scolaires, fondé sur le principe d'une autogestion instruite et collectivement maîtrisée entre personnels, parents volontaires, élèves aux droits citoyens reconnus.

La dégradation des services publics, notamment dans les « zones grises » de la compétition capitaliste entre les territoires, les zones rurales périphériques, les régions industrielles en déshérence et les quartiers populaires, est largement ressentie comme une injustice et suscite des exigences de maintien de ces services. Les mobilisations les concernant sont le plus souvent de nature défensive ; elles n'en sont pas moins porteuses d'une dynamique alternative aux offensives néolibérales. Ici encore, une condition incontournable est de les faire devenir porteuses d'une conception de la société fondée sur la valeur d'usage. La création de

nouveaux services publics (logement, transports de proximité, petite enfance, personnes dépendantes) est un enjeu qui répond aujourd'hui à des besoins sociaux non satisfaits et à des exigences d'égalité.

La convergence, l'action commune, la définition de contre-projets voient se rassembler salarié.e.s, usager.e.s et collectivités locales. L'enjeu est de transformer en profondeur la conception des services publics, pour que salariés et usagers soient parties prenantes des décisions concernant leur fonctionnement et leur évolution, afin de porter de nouveaux projets sociaux et écologiques pour les territoires.

L'APPROPRIATION SOCIALE

L'expérience de nombreuses luttes conduit à penser que sans pouvoirs de décisions salariés et usagers sont impuissants devant les menées du capital. La question de l'appropriation sociale, même si elle n'est pas au cœur des mobilisations les plus larges, est aujourd'hui portée avec plus de force, tant dans des luttes pour la défense de l'emploi et la reprise d'entreprises par les salarié.e.s (Fralib, Pilpa...) que par les équipes syndicales de grands groupes privés (chimie, industrie pharmaceutique...).

Ces équipes syndicales peuvent s'appuyer sur le bilan des nationalisations des années 45 ou des années 80, dans leurs aspects positifs (la possibilité de pouvoirs publics sur de grandes unités de production), comme négatifs (faible pouvoir d'intervention des salarié.e.s, abandon des options à la logique « entrepreneuriale » et à la concurrence). Il s'agit de substituer à l'entreprise capitaliste des structures économiques dont l'objet est de répondre aux besoins tels qu'ils peuvent être définis par la population, des projets décidés démocratiquement, des technologies et des organisations de la production permettant l'autonomie des collectifs de travail, condition d'une véritable autogestion.

L'appropriation sociale doit lever un certain nombre d'obstacles. La dé-privatisation a pris histori-

quement la forme de la nationalisation étatique qui a abouti à transférer le pouvoir de décision à une caste techno-bureaucratique. Quant à l'autogestion, même généralisée, elle ne résout pas le problème de la mise en concurrence des entreprises ni celui de la division technique du travail qui a vite fait de se transformer en division sociale du travail, permettant ainsi aux cadres et aux directions d'occuper une place centrale dans les processus de décision et de répartition du surplus. Comment prendre en compte le retour des communs et son extension à de nouveaux domaines issus du développement même du capitalisme ? Enfin, la globalisation du capital, avec la formation des transnationales, pose des problèmes nouveaux : comment nationaliser une firme dont l'essentiel de l'activité se fait hors du pays ? Nous sommes devant ce paradoxe : plus les acteurs d'une entreprise sont nombreux et divers et plus les pouvoirs de décisions qui les concernent paraissent inaccessibles. Nous avons besoin de commencer à explorer ce que démocratie veut dire. Si .

Le premier principe doit être la nationalisation/socialisation, et non pas l'étatisation, de toutes les activités structurantes de notre pays (Total, AREVA, EDF, Veolia...) le secteur du pétrole, des industries de santé, des grands secteurs de la chimie, le secteur des banques et des assurances qui doit être totalement restructuré.

Ces nationalisations/socialisations refusent toute idée de « rachat ». Elles prennent la forme de préemptions, c'est-à-dire des expropriations sans contrepartie financière des grands actionnaires qui se sont déjà largement remboursés, elles deviennent inaliénables, propriété publique : le capital a déjà été payé par les milliards d'euros d'aides publiques, d'impôts, donnés sans contrôle depuis plus de trente ans.

Deuxième principe, cette appropriation doit permettre juridiquement aux collectifs de

salarié-es et d'usagers d'être au cœur de la gestion de ces entreprises en mettant en œuvre un savoir d'usage et savoir-faire collectif, ce que devrait permettre la mise en place d'une autogestion participative avec un statut juridique approprié pour ces entreprises. Cependant, ce ne sont pas les salariés, qui, dans des secteurs stratégiques qui conditionnent la vie économique, peuvent seuls décider des orientations de ces entreprises sauf rendre possible l'apparition d'un égoïsme porteur d'une logique marchande. Il faut donc mettre en place des institutions qui permettent à la société dans son ensemble d'être partie prenante des débats et des décisions les concernant (voir plus haut). De même le développement nécessaire des « communs » (biens, services, pratiques sociales), qui promeut une propriété d'usage, devra s'affronter à la logique de privatisation et de marchandisation qui peut en permanence refaire surface.

Le désir d'appropriation sociale d'entreprises est né de la nécessité de construire des alternatives gagnantes face à l'extrême difficulté des luttes contre les licenciements et les restructurations qui ont pris des formes de plus en plus sophistiquées. Le développement des sociétés coopératives de production (SCOP) exprime la recherche d'un modèle s'opposant à l'entreprise néolibérale et à son exigence de « création de valeur pour l'actionnaire » avec là aussi un principe de gestion démocratique parmi les sociétaires. La reprise par des salariés de leur entreprise participe de ce mouvement. Au-delà même des SCOP, c'est tout le secteur de l'économie sociale et solidaire qui connaît aujourd'hui un essor certain. Cela ne se fait pas sans contradictions ni problèmes, mais là aussi il y a la recherche d'un modèle en rupture avec la logique néolibérale et le recours à l'État, mais aussi de nouveaux circuits productifs (circuits courts recherchés, coopérations basées sur le travail concret, liens avec l'agriculture, l'artisanat, et la recherche

d'autres modèles de qualité. L'enjeu de la qualité et de la durabilité des produits - leur valeur d'usage - et la relocalisation de leur production, pose aussi celle du lien entre producteur-trices et consommateur-trices, d'un dépassement du cloisonnement organisé par le capitalisme. Il en va de même pour le développement d'une agriculture paysanne, visant à s'émanciper du modèle agro-industriel et de la tutelle de la grande distribution. La construction de liens directs avec les consommateurs/trices éclaire l'enjeu alimentaire dans toutes ses dimensions. La question du « qui décide » est ainsi posée, au même titre que celle des finalités de la production.

La présence d'éléments émancipateurs dans la société actuelle, sont souvent liés au développement même du capitalisme néolibéral, ce qui en fait autant de contradictions issues de ce développement et constituent des germes d'une société différente.

C'est le cas notamment des mouvements autour du logiciel libre ou pour un internet non marchand et plus généralement de ceux qui se concentrent sur la « libre connaissance » (free knowledge) remettant en avant la notion aujourd'hui de plus en plus employée de « communs ». Cette notion peut redonner du sens à certaines utopies émancipatrices abimées par l'expérience historique (commun et communisme sont des termes proches), tout en étant fondée aussi sur une approche particulière qu'il faut approfondir.

Les « communs » sont à la fois l'expression d'un refus de la marchandisation et la recherche d'une gestion démocratique par leurs utilisateurs. Ces « communs » sont les communs historiques, ceux des sociétés précapitalistes qui subsistent encore dans la gestion des forêts, des prés ou de l'accès à l'eau et les communs issus de l'aube du mouvement ouvrier, mutuelles et coopératives de production et de consommation. Ce sont aussi les communs de la production intellectuelle, nés tout d'abord avec le logiciel libre et l'internet, puis plus

généralement toute production de connaissances; ce sont aussi les communs naturels, quand la lutte pour l'environnement pose la question de la gestion commune de ressources menacées : espaces naturels, rivières, mers et océans, climat, atmosphère, etc... Les communs ne se limitent pas à des biens, ils sont la production d'une autre manière de se voir dans la société, de se vivre comme producteurs de société.

Le retour des communs et l'extension de leurs champs d'application permet d'ouvrir de nouvelles problématiques : alors que le mouvement ouvrier et la gauche de transformation sociale opposait, au 20ème siècle, les notions de nationalisation et planification à la propriété privée et au marché capitaliste, les « communs » offrent une troisième option, basée sur l'implication directe des producteurs et contributeurs (ce qui s'appelle aussi « propriété d'usage ») et permet de penser toute une série de dispositifs démocratiques qui ne sont pas basés sur la délégation et le vote majoritaire. Ils permettent de penser de nouveaux droits fondamentaux (à la connaissance, la communication...) et d'étendre le champ de la gratuité en particulier dans les domaines du savoir.

Cependant, la mise en coopérative n'est pas sans soulever de nouvelles contradictions. Ainsi les communs basés sur la production matérielle n'échappent pas à la logique du marché et de la concurrence, et la gestion commune par leurs utilisateurs n'est pas forcément une garantie de production de commun.

Un signe de la volonté de réduire les « communs » effectifs de notre société est l'offensive contre le don du sang. Divers intérêts spéculatifs sur la santé veulent transformer le sang en une marchandise, et tout d'abord en l'assimilant à un médicament. La gratuité du don du sang contredit trop le monde marchandisé des assoiffés de profits. « L'éthique » solidaire et humaine, inscrite dans une loi de 1952 est donc condamnée par l'UE. Cela dessine une bataille

de grande portée politique. Dans ses diverses formes et manifestations, l'appropriation sociale est un instrument pour une planification démocratique des changements.

(cette dimension est développée dans la deuxième partie : II // QUEL HORIZON EMANCIPATEUR ? Mettre la politique au poste de commande et la démocratie au cœur)

DROITS SOCIAUX CONTRE EXIGENCES PATRONALES : LA MAITRISE DU TEMPS ET DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL

La pleine possession de soi suppose une maîtrise des temporalités de son existence. La segmentation traditionnelle de la vie : temps d'apprentissage pour les jeunes, de travail pour les autres et enfin temps de la retraite ne correspondent plus aux réalités de ces différents moments. La critique du travail sous domination néo-libérale est devenue ces dernières années un enjeu décisif pour de nouvelles pratiques sociales et syndicales. Elle a été mise à jour par des enquêtes et est devenue un enjeu de société révélé par des drames sociaux de souffrances physiques et psychologiques, de suicides, de nouveaux types de pratiques de résistance et de conflictualité (débrayages, association sur l'amiante, manifestations des handicapés du travail, utilisation des outils informatiques, réseaux sociaux). Le syndicalisme a commencé à relever ce défi : débats interdisciplinaires, recherche-action sur les lieux de travail articulant chercheurs et collectifs de travail.

Emergent des réflexions et des pratiques exprimant la nécessité de s'organiser sur le lieu de travail pour en critiquer les modalités, faire s'exprimer les salarié-es sur le sens des procédures (celles qui sont vécues comme imposées comme celles qu'ils/elles peuvent inventer), sur la santé physique, psychologique et la morale du travail et sur la finalité de certaines productions. Les mobilisations des chômeurs/ses précaires et de leurs associations, la lutte de longue haleine des intermittent.e.s, posent

la question de garanties nouvelles en terme de revenu et du rapport du travail avec ce que l'on appelle le « hors travail », et interpelle sur la place du travail dans la vie sociale. Les secteurs les plus avancés du mouvement syndical y répondent par la perspective d'un statut du travail salarié et d'une sécurité sociale professionnelle. Couplée à la revendication du statut du travail salarié, pour les jeunes le droit à des revenus garantissant leur autonomie dès la fin de la scolarité obligatoire, elle créerait des garanties pour tous les individus et donnerait un sens réel au droit à la formation. Déjà des congés formation, les congés maternité ou parentaux ou les heures de délégations syndicales payées sont des brèches dans le rapport salarial traditionnel.

C'est un objectif majeur contre la société de chômage et de précarisation que porte la contre révolution libérale, dans une période où la multiplication des statuts et des « entreprises » en sous-traitances diverses divise profondément le salariat. La mise en concurrence internationale et la surexploitation qu'elle induit se heurtent à une prise de conscience croissante dont la dynamique est planétaire. Celle-ci se développe en lien avec l'activité des organisations non gouvernementales et des syndicats. Elle contribue à l'émergence de droits sociaux et syndicaux dans les pays où se concentre la production à bas coût (du Bangladesh au Vietnam), et, dans les pays développés, à une intervention publique contre ces multinationales du commerce, contre la surexploitation sociale et l'irresponsabilité environnementale. La lutte pour des droits internationaux peut ainsi converger avec la remise en cause d'un consumérisme aveugle qui partage la société à chaque drame international.

LA MAITRISE DU TEMPS : L'IMPORTANCE DE LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Aujourd'hui le patronat tente de revenir en arrière par rapport à deux siècles de réduction du temps de travail, en allongeant sa durée, en l'intensifiant, voire

en tentant d'abolir toute référence à une durée légale et collective du travail. D'ores et déjà, des résistances des salarié(e)s à cette offensive sont significatives, même si elles restent encore dispersées et défensives. L'enjeu aujourd'hui est de parvenir à ce qu'elles se coordonnent autour de l'objectif partagé d'une véritable réduction du temps de travail.

La possibilité de s'émanciper du travail contraint ne peut pas être dissociée de la possibilité de faire reculer l'exploitation dans le travail contraint. La question de la réduction du temps de travail (RTT) est un enjeu central de la lutte des classes et de la lutte pour d'autres modes de vie : historiquement, la RTT a accompagné les progrès de la productivité du travail et la résistance du salariat contre l'augmentation de son exploitation. Dans les années 1970 au « Travailler moins pour travailler tous » s'ajoute le « et vivre autrement ». Aujourd'hui, le patronat ne s'y trompe pas et fait de la question du temps de travail une bataille centrale. Or si la RTT a constitué une revendication phare de la gauche, de l'écologie et du mouvement syndical pendant une bonne partie du 20^e siècle, cette bataille marque le pas aujourd'hui et a du mal à être portée collectivement : l'enjeu de la RTT a été vécu, lors de la mise en place des lois Aubry, comme une bataille non menée, voire pour beaucoup comme un facteur d'aggravation de leurs conditions de travail. Il est donc essentiel de reprendre l'offensive sur ce terrain.

Les limites des lois Aubry montrent en négatif ce que doit être une vraie RTT, à même de créer massivement des emplois et de faire reculer le chômage et la précarité : elle doit se faire sans perte de salaire, marquant une inversion de la tendance à l'œuvre depuis plus de trente ans à la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée ; sans flexibilisation ni intensification du travail, avec obligation d'embauches correspondantes ; avec interdiction des emplois précaires et du

temps partiel imposé, afin de reconstruire une norme d'emploi à temps plein pour toutes et tous. Ce qui suppose un affrontement majeur avec le patronat.

Une telle RTT s'intègre dans une logique émancipatrice sur plusieurs plans. C'est aujourd'hui la pression du chômage qui garantit au patronat les conditions d'une intensification apparaissant comme impossible à remettre en cause. A l'opposé, une vraie réduction du temps de travail qui serait assortie de toutes les conditions nécessaires devrait se faire sous le contrôle des salariés dont la tâche serait, outre de vérifier la réalité des créations d'emploi, de dresser un plan d'embauches qui ne serait pas forcément le simple décalque de la structure initiale des postes de travail, mais tiendrait compte des besoins effectifs, de la pénibilité relative, et de la nécessité de résorber les emplois précaires.

C'est aussi, avec l'extension et le renforcement des services publics, une condition de la remise en cause des rôles sociaux sexués, assignant les femmes à la prise en charge des tâches domestiques et parentales, renforcés par l'extension du temps partiel imposé et même «choisi». C'est enfin une des conditions pour la mise en place d'un mode de développement non productiviste, mettant au premier plan la réflexion collective sur l'utilité sociale et écologique des activités humaines, favorisant un ralentissement de la société, mettant en avant d'autres modèles de l'accomplissement personnel que par le travail ou la richesse matérielle ou pécuniaire, le développement d'activités autonomes et conviviales (auto-production, auto-réparation, etc.) et mettant les progrès techniques au service de la libération des travaux pénibles, et non de l'accumulation du capital.

Une importante réduction de la durée du travail, dans la continuité du combat historique du mouvement ouvrier, est un enjeu central et une potentialité d'émancipation sur plusieurs terrains. Elle permet de lier la

question du plein emploi et celle de la lutte contre l'intensification du travail. Elle rend possible une autre organisation des temps sociaux, d'un autre mode de vie, et une répartition plus égalitaire des tâches domestiques et parentales entre hommes et femmes qui est porteuse d'une remise en cause des rôles sociaux sexués. Elle fait signe vers l'émancipation du salariat. Par le temps libéré, elle est une condition majeure de l'appropriation de la politique par le plus grand nombre.

POUR UN STATUT DU TRAVAIL SALARIÉ

Le Conseil national de la Résistance (1944) avait proposé «un plan complet de Sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail», ainsi que «la sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement». S'agissant des «citoyens» et pas seulement des «travailleurs», le plan avait donc une portée universelle. Les droits sociaux, dans une dynamique d'extension, ont été couverts par socialisation du salaire en cas de maladie, retraite, allocations familiales. La socialisation signifie que les droits sont garantis par des cotisations et une péréquation interprofessionnelle, sans obligation d'équivalent en heures de travail pour le bénéficiaire. Il a fallu pour cela une extension du taux de cotisation globale et donc de la part socialisée du salaire, jusque dans les années 1980-1990.

Ce processus a abouti à ce que la force de travail ne soit plus totalement une marchandise. Une perspective émancipatrice doit le prolonger et l'amplifier. Il s'agit de mettre en place un statut du salarié, véritable sécurité sociale professionnelle, par l'extension de la socialisation du salaire, avec la garantie accordée à toute personne, quelle que soit son emploi, son entreprise, que son salaire et ses droits sociaux seront maintenus en dépit des aléas économiques. C'est déjà en partie ce qui existe pour

les fonctionnaires : ils peuvent changer d'emploi ou d'affectation, pas de salaire. Cette mesure (sécurité professionnelle, continuité des droits...) est une entorse importante au marché du travail capitaliste. Elle anéantit le rapport contractuel et précaire qui attache «un-e» salarié-e à «son» employeur. Elle abolit le licenciement, ce qui n'interdit pas les restructurations qui seront nécessaires. Elle est un puissant moyen pour permettre des reconversions industrielles en toute sécurité. Elle est la proposition alternative que nous faisons dans le débat sur le «revenu universel». Elle est donc un pas important dans une émancipation anticapitaliste qui devra passer par l'abolition de tout rapport de subordination dans le travail.

Nous n'avons donc pas une vision restreinte des enjeux des luttes autour de la réduction du temps de travail : une perspective à mettre dans le débat doit être une société où chacun.e a une place utile, reconnue, permettant des revenus décents toute la durée de sa vie ; et cette exigence se pose dans des termes voisins dans beaucoup de pays, notamment de l'UE.

LA MOBILISATION POUR DES DROITS ÉMANCIPATEURS

La mobilisation pour des droits émancipateurs est l'expression sans cesse renouvelée d'aspirations nouvelles. L'égalité, la liberté, la solidarité sont interdépendantes, ont une portée universelle illimitée, pour conquérir ou subvertir sans cesse de nouveaux espaces de la vie en société où s'enkystaient des oppressions, très anciennes, niées ou cachées.

La lutte contre les oppressions et les discriminations a connu des progrès décisifs au 20ème siècle, notamment avec le mouvement féministe. L'égalité des droits, quelle que soit le sexe ou l'orientation sexuelle des individus, l'entrée massive des femmes dans le salariat, la remise en cause des formes traditionnelles de la famille, ont créé une société beaucoup

plus libre. Ces conquêtes sont néanmoins fragiles comme le montre l'offensive néoconservatrice actuelle. De plus, l'égalité des droits ne signifie pas l'égalité réelle, que ce soit sur la présence des femmes dans la vie publique ou en matière salariale.

La lutte contre toutes les oppressions et les discriminations, en refusant toute hiérarchisation des combats, est donc décisive dans une perspective émancipatrice. Liée à la question de l'emploi salarié, elle peut contribuer à des formes d'auto-organisation dans les quartiers populaires.

La montée de l'islamophobie, la recrudescence de l'antisémitisme et plus globalement du racisme montrent que les menaces et les dangers du passé sont encore présents. Le combat contre ces poisons doit être sans concessions. De même que celui contre les discriminations. Tout ce qui tend à opposer les dominé-es entre eux, est un facteur d'affaiblissement considérable des solidarités et du tous ensemble indispensable pour changer la société. Le racisme n'est pas seulement une opinion à combattre, une arriération à éduquer, mais un rapport de pouvoir, qui se traduit par des discriminations structurelles.

L'ÉCOLOGIE ÉMANCIPATRICE

L'écologie est un puissant facteur de renouvellement des pratiques sociales. Que ce soit contre les grands travaux inutiles, à propos de la gestion des déchets, de l'obsolescence accélérée des produits de toute nature, des modes de vie urbains, des transports polluants, du gaspillage énergétique, de la nécessité de préserver une agriculture paysanne, de la nécessité de mettre un terme à l'étalement urbain et l'artificialisation des sols, un très grand nombre d'associations voient le jour, dans les villes, les quartiers, les immeubles, les villages.

Elles agissent contre des choix auxquels les habitant-es n'ont pas été associés et souvent pour des projets alternatifs. Ainsi, dans les zones à défendre (ZAD), lieu de mobilisation du-

table contre de grands projets inutiles et imposés, naît, non sans contradictions, une culture de la résistance et du «faire». Une nouvelle génération militante y fait l'apprentissage de l'auto-organisation. Le mouvement des villes en transition s'inscrit d'abord sur le terrain des propositions, mais irrigue de multiples initiatives autour de la question urbaine, de la lutte contre les ségrégations spatiales à la résistance à l'artificialisation des sols. Il y a aussi ce qui ne convient plus : le sentiment récurrent de ne pas être représenté, de ne pas être informé doivent conduire à repenser de manière pressante le fonctionnement de la démocratie et ses outils.

LES REMISES EN CAUSE ONT UNE UNITÉ FAIRE NOUS-MÊMES : UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE

L'ensemble de ces éléments, - réflexions critiques, exigences, pratiques collectives-, dessine les contours d'un monde différent, basé sur d'autres valeurs que la recherche du profit et la cupidité. Ils démontrent concrètement qu'«un autre monde est possible».

Au-delà de leur diversité, ils ont un point commun : ils expriment la volonté d'une participation effective des individus et des groupes aux décisions qui les concernent, d'appropriation commune des savoirs et pouvoirs. C'est l'exigence démocratique qui est au cœur des mouvements actuels comme le montrent les mobilisations des indignés espagnols, le mouvement des places en Grèce ou les mouvements Occupy qui exigent la mise en œuvre d'une «démocratie réelle».

Cependant, aussi innovants qu'ils soient, et aussi importants puissent-ils être quand une victoire partielle contribue à une remobilisation plus globale, ils ne pourront pas à eux seuls enclencher une inversion globale de la logique dominante actuelle.

Les questions de la stratégie et de l'horizon émancipateur demeurent donc centrales.

II // QUEL HORIZON ÉMANCIPATEUR ?

Il s'agit dans cette partie de présenter les grands axes d'un projet émancipateur en ouvrant une série de problématiques sur lesquelles nous avons besoin de poursuivre le débat.

METTRE LA POLITIQUE AU POSTE DE COMMANDE ET LA DÉMOCRATIE AU COEUR

Dans la crise de crédibilité de la politique, cette discussion a une place centrale contre toutes les forces qui comptent bien tirer profit d'un effondrement d'un horizon d'émancipation. Sachons ici voir et nous saisir des dialogues nécessaires afin de rassembler les forces d'émancipation. Mettons en débat les possibilités de la période pour répondre aux courtes vues de la direction du PS et d'appareils politiques «de gauche». Ouvrons donc les débats pour une nouvelle République, celle de l'autogestion généralisée.

Il n'y a pas d'émancipation sans auto-émancipation

Dès l'émergence du capitalisme, un domaine essentiel des activités humaines - la production des biens matériels et des services - s'est développé en dehors de toute pratique démocratique. Pour qu'une classe dominante se pérennise en se transformant, elle impose et maintient ses évidences idéologiques. La propriété privée des moyens de production, les rapports de production spécifiques au capitalisme, la spécialisation technicienne en particulier la séparation entre tâches de conception et tâches d'exécution sont basés sur des principes inverses à la démocratie : le salariat est avant tout un rapport de subordination et la gestion des entreprises est fondée sur une logique hiérarchique et de spécialisation du commandement. L'échec des modèles dits socialistes, est d'avoir négligé combien la remise en cause de toutes les spécificités originelles du capitalisme est au cœur du processus émancipateur : la propriété privée des moyens de production, le commandement centralisé fondé sur la délégitimation de pouvoirs dans tous les

domaines et la gestion du salariat comme une marchandise, la spécialisation technicienne, la séparation entre tâches de conception, d'exécution et de commandement, la croissance sans fin des forces productives. D'autres éléments issus des développements ultérieurs du capitalisme doivent aussi être remis en cause : les nouveaux visages de l'exploitation et de la domination, le développement de la société de consommation et la tentative d'enrôlement des désirs et des affects des salariés dans un alignement avec l'imaginaire néolibéral.

La restriction des champs de la démocratie n'est pas limitée à la production, elle touche les domaines de la politique et des institutions.

La conquête démocratique présente deux faces. Une face de démocratie bourgeoise, impérialiste, nationaliste et colonialiste, qu'il convient de combattre. Et une face d'approfondissement de la démocratie (démocratie sociale, dynamique de l'égalité, revendication d'une démocratie réelle remettant en cause le «sens caché» produit par les formes technocratiques, bourgeoises et déléguaires de la démocratie). Elle n'a jamais été réellement admise par les forces de la réaction, qui s'efforcent toujours de remettre en cause sa portée universelle et émancipatrice. La démocratie a commencé par la conquête de l'égalité des droits politiques et de la citoyenneté contre les régimes d'ordre. Le suffrage universel s'est imposé lentement par de grandes mobilisations populaires, par les mobilisations féministes; mais aujourd'hui encore des citoyen-nes «non nationaux» n'en bénéficient toujours pas, bien qu'ils et elles travaillent et vivent ici parfois depuis longtemps. Et en même temps, l'intervention populaire en matière de politique se limite à l'élection ou à des droits individuels d'opinion.

La force de la modernité capitaliste repose sur la séparation

entre d'un côté citoyenneté politique (égalité formelle et suffrage universel) et de l'autre une réalité sociale, qui repose principalement sur le marché du travail, la propriété privée et la libre entreprise fonctionnant sur un principe hiérarchique. Cette coupure, et en même temps la force des habitudes de la seconde sphère sur la première, se reflète dans des attitudes parfois différentes, décalées, contradictoires ou similaires, entre citoyens et salarié-es. La démocratie représentative, sur le modèle de la séparation technocratique, est marquée par une séparation voulue entre les citoyen-nes et les «représentants du peuple». Ces derniers, une fois élus, accaparent les possibilités de discussion politique et ont toute possibilité de mettre en œuvre des orientations contradictoires avec celles défendues pendant la campagne électorale. Ce système permet à une oligarchie libérale d'exercer le pouvoir : une oligarchie car nous vivons dans une société de classe, libérale car les classes dirigeantes laissent aux citoyens-nes un certain nombre de libertés plus ou moins importantes selon les moments et les rapports de force.

Cette démocratie représentative a abouti en fait à donner le pouvoir réel à l'exécutif qui n'exécute rien mais gouverne sans réelle maîtrise par le peuple en étroite relation avec les milieux capitalistes, la monarchie républicaine de la Cinquième République en étant la caricature. Des choix structurants peuvent ainsi être faits sans débats ni décisions démocratiques, à l'exemple du développement massif de l'énergie nucléaire en France et où l'invocation de périls extérieurs ou intérieurs, comme le terrorisme, permet de limiter les libertés publiques et donc l'exercice des droits démocratiques.

La mondialisation néo-libérale s'accompagne du développement quasi sans limite d'entreprises transnationales qui imposent leur choix et leurs imaginaires capitalistes et produc-

tivistes aux sociétés, en terme d'investissements, de type de production ou de création de nouveaux besoins. Elle s'accompagne également de la croissance exponentielle de flux financiers qui dépossèdent les peuples de nombreuses décisions les concernant : dettes publiques, monnaie, investissement,... La mondialisation néo-libérale va également de pair avec la signature de traités de libre-échange qui sont toujours dotés de clause pro-entreprises au détriment de décisions environnementales ou sociales qui pourraient être prises par les peuples, et la construction d'ensemble régionaux qui, comme l'Union Européenne, se construisent au fil de décisions démocratiques, comme nous l'avons vu en 2005 lors du référendum sur la constitution européenne.

En fine, le capitalisme vise à soustraire l'essentiel des politiques économiques et sociales au débat politique et à la décision citoyenne. Il s'agit de mettre en place une gouvernance par les normes, de rendre la politique inutile et vider la démocratie de sa substance. Face à la volonté de restreindre chaque jour davantage la démocratie à des domaines de plus en plus étroits, des mouvements et des révolutions se sont levés et se lèvent toujours pour défendre ses valeurs et ses principes. La démocratie est aujourd'hui la valeur et l'horizon émancipateur le plus largement partagé, et cela dans le monde entier. Celle-ci est au cœur de tous les discours politiques. Et, au-delà des discours, partout, de la Chine au monde arabe, de l'Iran aux Etats-Unis ou à l'Europe.

Face à ces reculs et ces défis, nous affirmons le primat de la politique, c'est-à-dire du débat contradictoire sur des choix opposés. Nous affirmons le primat de la démocratie, c'est-à-dire la possibilité effective pour toutes et tous de participer à toute forme de pouvoir existant dans la société et nous plaçons la démocratie au cœur du processus d'auto-émancipation.

Pour cela il faut ouvrir une série

de questions et de propositions ouvertes.

La démocratie, c'est l'exercice du pouvoir par le peuple, c'est-à-dire d'une communauté politique. La souveraineté populaire ne peut se concevoir que de manière universaliste. Ainsi, comme nous pensons que les droits des êtres humains, le droit des minorités, l'Etat de droit, les libertés fondamentales ou le respect des impératifs écologiques sont fondamentaux, aucune décision majoritaire, au nom de la souveraineté populaire, n'a de légitimité pour les remettre en cause. La démocratie est le régime de l'autolimitation et il faut donc mettre en place des institutions qui permettent cette autolimitation.

La démocratie autogestionnaire citoyenne doit être pensée comme seule alternative crédible: Notre objectif est de mettre en place des institutions qui permettent la participation effective et permanente de toutes et tous aux affaires qui les concernent, ce qui pose la question de l'Etat et de son devenir. Quelles seront la nature des institutions, si la réponse à ces question dépendra largement du mouvement réel il nous appartient de proposer une réelle appropriation collective des pouvoirs ce qui suppose.

droit de vote aux non nationaux, séparation entre citoyenneté et nationalité et renverser les rapports entre citoyens et élus. Ces derniers doivent devenir l'émanation des différents mouvements et assemblées avec des mandats très précis, ce qui les rend révocables en cas de défaut de leur part et de fait concentre leur activité à être les exécutifs de ces mouvements et assemblées. Ce qui suppose la suppression de tout pouvoir présidentiel, instauration d'un processus de référendum révocatoire des élus et d'un référendum d'initiative populaire, instauration de modalités de contrôle des élus.

Cela fait de toutes les forces participantes aux mouvements sociaux, de l'existence de syndi-

cats indépendants, de la capacité des mouvements sociaux à s'auto-organiser, de la reconnaissance et du financement de la démocratie d'interpellation des éléments constitutifs de l'exercice de la démocratie.

Les mouvements les plus récents de contestation du système établi, les Occupy et autres Indignados, se réclament de la «démocratie réelle» qui n'est pas la démocratie représentative dont le processus de sélection peut conduire à la concentration des pouvoirs dans les mains des élites. Ils promeuvent la démocratie directe, les décisions prises au consensus et le développement de pratiques alternatives comme le tirage au sort. Nous sommes à l'écoute de ces mouvements, en considérant qu'il nous faut expérimenter et combiner les différents mécanismes de décision démocratique.

C'est évidemment au niveau local que vivent les citoyens, c'est donc à ce niveau que se forment les opinions, avis sur toutes les questions, y compris celles de dimension planétaires. La mondialisation, le développement des technologies et les questions environnementales ont partiellement démembré cette corrélation entre territoire et démocratie. Il faudra là aussi savoir combiner la démocratie «localisée» et celle qui devrait s'exercer dans des ensembles à géographie régionale ou sectorielle (internet et outils de la connaissance, mers et océans, entreprise multinationale qui ne pourrait être démantelée dans un processus d'expropriation, etc.).

* Cela implique de refonder le système informatif sans lequel l'exercice de la démocratie n'est qu'un mythe. S'il est nécessaire de le dégager des puissances d'argent, cela n'est pas suffisant. L'objectivité n'existe pas. Toute information en peut qu'être le fait d'approches contradictoires. Chaque regroupement d'idées et d'actes doit être considéré comme producteur d'informations. Cela fait des diverses éditions écrites

ou émissions audio-visuelles des missions de service publiques, qui si elles dépendent de chacun de ces regroupements doit avoir les moyens d'éditer et de diffuser. Les conditions du pluralisme doivent être assumées par la société. De plus, on vérifie tous les jours que le statut de service public de l'audiovisuel ne garantit en rien l'existence du pluralisme. Si l'élargissement des organes de contrôles aux forces sociales et politiques est nécessaire, cela ne se substitue pas à la nécessité de favoriser l'éclosion d'initiatives de caractères autogestionnaires en la matière.

Les sciences et technologies se sont développées sous le mythe d'une autonomie vis-à-vis de la politique, des pouvoirs et des rapports de production. Mais les dernières décennies ont vu se développer des mouvements remettant en cause certains choix et faisant irruption dans les processus technico-scientifiques : OGM, sida et autres maladies, nanotechnologie, geo-engineering, etc.

L'articulation entre sciences, technologies et sociétés doit être rediscutée en prenant en compte la nécessaire liberté de la recherche scientifique et le caractère émancipateur de l'irruption de la société dans les sphères technico-scientifiques.

La prise en compte des limites de la planète et des contraintes écologiques remet en cause un des principes de la démocratie «traditionnelle» qui est basé sur la possibilité qu'une assemblée élue remette en cause ce qu'avait décidé une assemblée précédente. Le temps long des contraintes écologiques et la prise en compte des intérêts des générations futures est contradictoire avec des «temps politiques» qui ne cessent de se raccourcir. Cela impose de repenser les institutions qui permettront de réconcilier souveraineté populaire et contraintes écologiques. Se pose la question des relations et de la responsabilité à l'égard des êtres vivants non-humains (les animaux, les végétaux, les écosystèmes) et des générations

futures.

De nouvelles institutions, des institutions qui ne se confondent pas avec l'appareil d'Etat : toutes les questions, auxquelles il faut ajouter celles de la démocratie dans la sphère économique, posent cette question. Ces institutions doivent être pensées en combinant la stabilité nécessaire à la protection de toutes et tous et à la prise en compte des contraintes écologiques et la flexibilité et l'ouverture permettant la poursuite de processus constitutifs indispensables pour permettre l'implication populaire et lutter contre une ossification liée au temps. Cela ouvre la question de l'articulation entre institutions gérant différentes temporalités, celle de la démocratie représentative et participative, celle qui serait issue du mouvement et de l'auto organisation et celle qui prend en compte les droits des générations futures...

Au-delà de ces nombreuses questions, qui ne sont qu'esquissées ici, nous tenons à affirmer une conviction forte.

Elle porte sur la dynamique générale de notre rapport aux institutions de la démocratie. Nous savons que toute institution génère structures et délégations, et nous savons qu'elles figent ce qui doit correspondre à des évolutions permanentes de la société, aussi nous défendons l'idée que les institutions démocratiques doivent être pensées en facilitant l'implication populaire la plus large possible dès leur conception. Le transfert des prérogatives de l'appareil d'Etat vers une citoyenneté active doit commencer dès les combats pour la rupture avec le capitalisme. Sans attendre la rupture avec le capitalisme, nous soutiendrons tout transfert de pouvoirs de l'Etat vers la société lorsqu'il signifie une avancée dans le sens de la démocratie, au sens de la participation effective des citoyen-es aux décisions, et de l'émancipation.

ET LES DISCRIMINATIONS

Les oppressions et les discriminations (racistes, sexistes, homophobes...) résultent de rapports sociaux de domination. Elles sont des produits historiques des sociétés humaines qui ont été fondées sur des rapports de domination et d'exploitation et se sont transformées au cours du temps. Imprégnant tous les rapports sociaux, elles ont leur autonomie par rapport à l'exploitation capitaliste et ne seraient pas effacées par la remise en cause de cette seule exploitation.

Ces rapports de domination se croisent et se combinent entre eux; ils se renforcent ainsi mutuellement, et la complexité de cette imbrication fait parfois obstacle au combat contre les oppressions qui en résultent. En effet, un individu qui subit une situation d'oppression sur un plan peut très bien se révéler oppresseur sur un autre. La tentation de hiérarchiser le combat contre les oppressions est dans l'héritage des combats populaires, d'où la nécessité de s'émanciper aussi de la culture politique traditionnelle. L'enjeu, en termes d'émancipation, est au contraire de tout faire pour articuler luttes contre tout rapport de domination et lutte de classes.

La lutte ne se réduit pas à une lutte contre les discriminations : elle est de parvenir à s'émanciper, individuellement et collectivement, des assignations pour permettre à chacun(e) de construire des identités plurielles, ce qui ne veut pas dire la disparition de tous les attachements.

L'oppression spécifique des femmes

L'oppression des femmes peut être caractérisée comme spécifique dans la mesure où elle est transversale à tous les autres rapports sociaux de domination, et également parce qu'elle se construit en partie à l'intérieur de la sphère privée, familiale et intime. D'où la difficulté sans cesse recommencée, pour les femmes en lutte contre cette oppression, de sortir de l'isolement et des assignations psychologisantes et biologisantes, pour se

construire comme un groupe social et comme un collectif en lutte. Elle se traduit par l'imposition de rôles sociaux sexués, par une division sociale sexuée du travail et par une idéologie de la complémentarité des rôles masculins et féminins qui assigne les femmes à la sphère domestique et reproductive avec un partage inégal des tâches, même si la présence des femmes dans l'emploi semble aujourd'hui irréversible.

La conséquence en est, malgré l'augmentation continue des taux d'activité et l'extension de la salarisation des femmes, le maintien de différences salariales qui semblent irréductibles, l'extension du temps partiel, de la précarité de l'emploi et de la pauvreté au travail pour les femmes, et plus globalement, une situation dans l'emploi qui fait encore l'objet d'un regard social qui le présente majoritairement comme contingent. Elle est aussi un accès au repos, au loisir et aux activités culturelles et sportives beaucoup plus contraint que celui des hommes, et une participation à la vie politique encore largement minoritaire et subordonnée. Elle est enfin l'omniprésence et parfois la recrudescence de violences physiques et symboliques. Tout cela dessine des axes de batailles permanentes dans la lutte pour la remise en cause des rapports sociaux de sexe. Les luttes féministes ont permis d'obtenir dans un certain nombre de pays des avancées considérables, dont certaines sont susceptibles d'être remises en cause, en matière d'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Il s'agit maintenant d'aller vers une égalité réelle.

La bataille féministe pour l'émancipation a pour spécificité de heurter des positions de pouvoir acquises et considérées comme naturelles, y compris dans les rangs de ceux qui luttent pour une autre société. Pour cette raison, elle y rencontre, plus souvent que d'autres sujets, l'agressivité, le mépris ou l'indifférence. Une tentation récurrente également est de la cantonner dans un domaine de spécialistes, ne concernant en rien la bataille

politique centrale alors que ce combat interpelle toute notion reposant sur des rapports inégalitaires de ce fait passer tous ces obstacles reste un enjeu central d'émancipation pour tous.

L'émancipation contre tous les racismes

Le racisme est un poison mortel qui a eu des conséquences dramatiques au cours du 20^{ème} siècle avec les différents génocides. Tout racisme commence par essentialiser ceux qu'il veut discriminer – les juifs, les musulmans, les Roms – et vise à construire une identité fantasmatique qui s'oppose à la recherche de l'égalité. Le racisme, quelle qu'en soit la forme, a pour objectif de mettre en place une hiérarchie basée selon les cas sur les origines, l'apparence, la culture ou la religion. Si le racisme anti-juif, l'antisémitisme, plonge ses racines dans une certaine vision du christianisme il reprend les préjugés qui ont servi à légitimer ou faire oublier les massacres subis dans divers pays d'Europe, tout les siècles passés produisant le génocide lors de la domination européenne des nazis. De même, le développement d'un racisme biologique, racial, trouve son origine dans la place de l'esclavage pour l'histoire de l'Europe puis dans la colonisation européenne qui valorise la «supériorité de l'homme blanc» et permet ainsi de justifier les crimes commis au nom de la «civilisation».

Les crimes nazis, puis les guerres menées par les gouvernements français contre la décolonisation ont entraîné un changement de paradigme dans l'expression du racisme : au racisme biologique a succédé le racisme culturel dont l'expression la plus aboutie a été «la guerre des civilisations» et l'assimilation de peuples du continent africain et du Moyen-Orient à une menace intérieure et extérieure. La crise actuelle, crise à la fois économique, sociale et démocratique, est le terreau sur lequel les différents racismes se développent.

La question sociale peut ainsi être plus facilement ethnicisée et par là même évacuée en ren-

voyant chacun à son origine, sa culture ou sa religion et en compartimentant ainsi les exploités. Dans cette situation, les vieux préjugés antisémites refont surface avec une vigueur nouvelle. Si à la différence du siècle précédent, ils ne sont pas encouragés par une politique d'Etat, leur développement dans certains milieux populaires est d'autant plus inquiétant qu'il s'appuie sur des situations très différentes : au plan international, le sort qui est fait depuis des dizaines d'années aux Palestiniens déconsidère bien des déclarations de principes démocratiques ; sur le plan français, le refus de reconnaître tous les droits politiques aux résidents non européens donne un signal de rejet indéniable et développe le ressenti d'un traitement différent de la part de la puissance publique suivant les origines.

Le racisme contre les Roms connaît un développement spectaculaire depuis les déclarations de Nicolas Sarkozy reprises ensuite par Manuels Valls. Un véritable racisme d'Etat se développe à leur encontre avec une essentialisation prenant un caractère absolu puisqu'ils «n'ont pas vocation à rester en France».

Mais c'est contre les arabes toujours désignés par la religion qu'ils partagent le plus, l'Islam, que se développent depuis quelques années des campagnes permanentes. Portée par l'extrême droite, légitimée par la droite conservatrice, accompagnée par toute une partie de la gauche, l'islamophobie, le racisme antimusulman, se pare de la lutte contre l'intégrisme religieux et de la défense de la laïcité. Relayée par des mesures législatives ou réglementaires, elle recoupe en partie la question de l'immigration et du racisme «traditionnel» anti immigré mais ne s'y réduit pas. L'islamophobie, le racisme anti-arabe et la négrophobie sont des racismes postcoloniaux qui s'attaquent aussi à des individus qui sont citoyens du pays dans lequel ils habitent. Il s'agit clairement d'introduire une discrimination entre des citoyen-nes suivant

la religion qu'ils pratiquent ou qu'ils sont censés pratiquer. Dans cette situation, l'islamophobie concentre ses attaques contre la visibilité des musulmans dans l'espace public. A l'inverse de la nécessité de faire vivre l'unité du corps social dans sa diversité, l'exigence d'assimilation faite aux musulmans vise à construire une homogénéité qui implique de leur demander d'être invisibles dans la société. Le racisme comporte une dimension systémique qui vise à faire accepter une société fondée sur une cascade de discrimination empêchant la construction de «communs». Il ne peut être combattu qu'en se sentant tous concernés et par des actions positives, volontaristes. Mais il y a des débats sur la stratégie en matière de combat contre le racisme. Comment articuler les combats spécifiques contre telle ou telle forme de racisme avec le combat contre le racisme en général et éviter la concurrence mortifère des victimes ? Eviter qu'en matière de lutte contre le racisme l'emporte le «deux poids, deux mesures» suppose à la fois de reconnaître la spécificité de telle ou telle forme de racisme mais aussi de construire un front commun contre tous les racismes, front signifiant à la fois unité et diversité.

Développer le potentiel émancipateur de la laïcité

La France républicaine a développé une conception particulière du rapport aux religions avec la mise en place d'un régime laïc qui a accompagné le développement de la sécularisation de la société. La loi de séparation de 1905 a un potentiel émancipateur considérable. Elle instaure une triple liberté : liberté de conscience, c'est-à-dire liberté de croire ou de ne pas croire ; liberté des institutions publiques par rapport aux religions ; liberté des religions par rapport à l'Etat, ce qui suppose leur traitement égalitaire par la puissance publique. Si la foi est une affaire privée, la religion n'est pas pour autant renvoyée dans cette sphère et toute religion peut occuper l'espace pu-

blic dans les conditions prévues par le législateur qui ne peut faire aucune distinction entre elles. Pour la loi de 1905, ce sont les institutions qui doivent être laïques et non les individus. La laïcité se distingue ainsi de l'athéisme qui est une position idéologique comme une autre et est traitée de manière identique aux autres croyances par la puissance publique.

Ces principes ont été mis en place dans une société où le processus de sécularisation était en cours et où étaient déjà installées trois religions, le catholicisme comme religion dominante, le protestantisme et le judaïsme. Cela explique que la laïcité française soit fortement marquée par le christianisme (intégration par exemple des fêtes religieuses chrétiennes dans le calendrier civil) et que la loi de 1908 ait modifié la loi de 1905 pour permettre que l'Etat, les départements ou les communes puissent financer les dépenses nécessaires pour l'entretien et la conservation des édifices du culte.

Il s'agit aujourd'hui d'appliquer les principes de laïcité dans une société où la religion musulmane est devenue la deuxième religion. Cela suppose qu'elle ait le même droit de cité que les autres religions.

La fin des discriminations contre la religion musulmane, son égalité de traitement réel avec les autres religions sont les conditions pour éviter le repli communautaire et la montée de l'intégrisme religieux et permettre un combat efficace contre le racisme. Nous combattons avec la plus grande fermeté – au même titre que tout autre idéologie réactionnaire. En revanche, nous ne méconnaissons pas l'apport au combat de l'émancipation des courants progressistes des religions, hier comme aujourd'hui, et refusons de les traiter autrement que les autres courants progressistes avec lesquels nous sommes amenés à travailler.

Réaliser l'égalité des droits entre tous les individus quelle que soit leur origine

Nous concevons le peuple comme une communauté po-

litique démocratique dans laquelle tous les individus sont égaux en droits. Nous nous opposons donc à une conception ethnique ou culturelle du peuple. Font ainsi partie du peuple français tous les individus qui vivent en France, veulent y rester et participer à la vie civique. Ainsi le droit de participer à la vie publique, en particulier le droit de vote, doit être donné à toutes celles et ceux, qui venant d'un autre pays, se sont installés en France depuis un certain temps (cette durée est à débattre) et en font la demande. Au-delà des droits civiques, tout individu vivant en France doit se voir reconnaître les mêmes droits que tous les autres habitants de ce pays et ce, quelle que soit son origine.

Réaliser l'égalité des droits entre tous les individus quelle que soit leur orientation sexuelle

La lutte contre les discriminations qui tirent leur origine dans l'orientation sexuelle des individus a connu un progrès décisif avec l'instauration du mariage pour tous malgré l'offensive néoconservatrice qui a vu l'alliance des religions et des franges les plus réactionnaires de la droite. Ce progrès est encore fragile et les discriminations contre les LGBT dans la vie quotidienne ou dans leurs droits familiaux ou reproductifs sont monnaies courantes. Elles sont d'autant plus difficiles à combattre qu'elles renvoient à l'existence profondément vivace de rôles sociaux de genre et d'une société encore hétérocentrée.

L'émancipation des peuples colonisés et des minorités nationales

La France reste encore un empire colonial, et la construction de la France républicaine s'est accompagnée d'une oppression spécifique des langues et cultures minoritaires. C'est pourquoi, nous réaffirmons le droit à l'autodétermination des territoires et départements d'outre-mer et notre soutien aux revendications autonomistes ou régionalistes qui s'expriment en France métropolitaine.

Créer les conditions sociales de l'émancipation

L'approfondissement de la démocratie, la lutte contre les oppressions et les discriminations, ne pourront se développer que si, dans le même mouvement, sont créées les conditions sociales de l'émancipation.

Ré-encastrier l'économie

La planification vise à coordonner les activités économiques en vue d'orienter la société sur le moyen et long terme. Elle est traditionnellement opposée au marché. Il nous faut revisiter cette opposition.

Il nous faut tout d'abord refuser l'idée mythique d'un plan impératif global : aucun organisme n'est capable de prendre en compte l'ensemble des éléments entrant dans la production de toutes les entreprises et le serait-il, que ce serait un monstre technocratique et bureaucratique.

Un plan qui viserait à être impératif réduirait l'autogestion des entreprises à portion congrue puisque ces dernières n'auraient plus qu'à appliquer les décisions de l'organisme central. Mais une planification indicative a l'inconvénient de ne pouvoir anticiper le comportement des entreprises qui, même autogérées, peuvent se transformer en centres de production autonome (intérêts propres des directions d'entreprise et des salariés concernés) contradictoires avec l'intérêt commun. Toute planification navigue entre ces deux écueils, et ne peut donc réellement exister que dans une dynamique démocratique..

Cela suppose d'avancer vers un regard de chacun qui englobe le commun. Pour nous la démocratie va de pair avec le sens de la responsabilité. C'est d'ailleurs un moyen de revaloriser le rôle social de chacun. Il faut également refuser l'opposition entre «plan» et «expérimentation» dans le nouveau débat sur la planification écologique et mettre en œuvre une interaction entre les objectifs du plan et les initiatives et les expérimentations de la société. Une planification écologique pourrait devenir soit autoritaire soit à contrario «tourner à vide» si

elle ne pouvait s'appuyer sur la créativité et les savoirs issus des initiatives et des expérimentations de terrains.

Au-delà, le problème essentiel de la planification est celui des catégories qui gouvernent le plan et il faut éviter que le plan ne redevienne le cadre dans lequel s'effectue « » la course au productivisme et au gonflement de capitaux.

Il est donc nécessaire de dégager de nouveaux critères de calcul. Et redéfinir ce que l'on appelle « la richesse » d'une société c'est-à-dire intégrer dans le plan des critères de nature sociale et écologique.

Une planification revisitée doit aussi signifier des « planifications ascendantes » voyant des acteurs librement fédérés – et possible-ment soutenus par la collectivité publique – se donner des objectifs collectifs de développement et de transformation qualitatifs et quantitatifs pour un secteur économique, un quartier, une ville, une région, comme cela se passe, par exemple, dans la démarche des « villes en transition » ou des « coopératives intégrales ». Enfin, on ne peut plus assimiler marché et capitalisme. Des mécanismes de marché resteront indispensables. Ils peuvent échapper à la logique capitaliste à condition qu'ils soient encadrés dans des dispositifs institutionnels qui reposent sur les besoins tels que les gens les définissent. Ainsi, un processus d'émancipation suppose aussi l'émancipation des individus d'une auto-identification par la consommation. L'opposition n'est pas donc entre le marché et le plan, mais entre logique capitaliste et décisions démocratiques prises par la communauté politique des citoyen-es. Il s'agit de « ré-encadrer » l'économie dans une société qui sera gouvernée par les valeurs de solidarité et d'égalité, qui devra respecter les impératifs écologiques et qui sera capable de décider démocratiquement. L'émancipation c'est mettre l'en-commun au poste de commande (voir plus haut).

Nous ne pouvons pas résoudre toutes ces questions aujourd'hui, nous pouvons affirmer un cer-

tain nombre de principes.

L'appropriation sociale peut lever un certain nombre d'obstacles. La nationalisation/socialisation, qui n'est pas l'étatisation, rend possible de mettre hors jeu les planifications privées, que pratiquent les multinationales et les banques d'affaires, et de les remplacer par une transparence, une publicité des choix possibles et le droit de corriger en fonction des discussions politiques. Permettre la mise en place d'une autogestion participative avec un statut juridique approprié pour ces entreprises appelle des institutions qui permettent à la société dans son ensemble d'être partie prenante des débats et des décisions.

Nous défendons également l'extension du champ de la gratuité qui découle du développement de certains communs, comme ceux de la connaissance, des transports de proximité, de la santé. La gratuité permet de sortir de la logique marchande et ces communs (logiciels libre, wikipedia, articles scientifiques en accès libre, etc.) se construisent comme un modèle alternatif à la fois au marché et à la propriété privée mais aussi à la **planification : leur développement se fait par l'action non directement coordonnée des acteurs et une** gestion qui n'intervient qu'à posteriori.

Beaucoup de ces entreprises « stratégiques » sont des transnationales dont l'essentiel de l'activité se déploie hors de France et qui n'ont d'existence que parce que cette activité se fonde sur une surexploitation et une oppression des populations locales. Dans une perspective émancipatrice, une nationalisation/socialisation de ces entreprises ne peut aboutir à faire perdurer ce modèle.

Ainsi, nous le voyons, l'appropriation sociale pourra prendre des formes juridiques très variées suivant le domaine considéré, la configuration des luttes sociales ou les nécessités écologiques.

Renouveler notre vision du monde

Il s'agit ainsi du rapport à la technologie et plus globale-

ment à tout ce qui a trait aux rythmes de vie.

Le dernier siècle a vu l'humanité gagner des décennies d'espérance de vie en même temps que, dans la majorité des régions du monde, les personnes humaines ont gagné en autonomie et en la possibilité de choisir l'orientation de leurs vies. Mais ce gain en autonomie s'est accompagné d'une progression du consumérisme, la possession ou la consommation d'objets devenant l'objet essentiel de la vie humaine et de dangers nouveaux pour les humains et la planète. Les choix technologiques ne sont pas politiquement neutres pas plus que les conceptions scientifiques.

Alors qu'une grande partie de l'humanité n'a pas les moyens de vivre dignement au quotidien, le capitalisme moderne promeut ainsi une espérance qui, prenant modèle sur le mode de vie des plus riches, s'avère impossible à atteindre pour l'énorme majorité des populations qui en sont réduites à une course sans fin pour essayer de se rapprocher d'un but qui s'éloigne sans cesse. Cette idéologie nourrit le productivisme, l'extension sans limite de la marchandisation et l'expansion du capitalisme dans toutes les sphères d'activités humaines. Il faudra rompre avec le productivisme et la marchandisation du monde tout en permettant aux personnes humaines de réaliser leurs aspirations et de pouvoir décider en pleine autonomie de la conduite de leurs vies.

La réduction du temps de travail est souvent avancée comme le moyen de permettre de donner à toutes et tous le temps nécessaire à l'implication dans la vie de la « cité ». Mais – toute légitime soit la revendication de la réduction du temps de travail – l'expérience historique montre que cette exigence ne saurait suffire : le temps consacré au travail dans la vie d'une personne vivant dans notre société s'est réduit considérablement, mais le rythme général de la vie sociale s'est à ce point accéléré que ce « gain de temps » a peu permis un épanouissement des individus. Cela ouvre

toute une série de questions sur le rapport à la technologie et, plus généralement, sur la façon de répondre collectivement à l'«accélération du monde».

Mais la question de la technique ne se réduit pas à ce problème. Le capitalisme entretient avec la science et la technique un double rapport. D'une part, il crée un spectre technologique particulier qui n'est pas le simple produit du développement rationnel du savoir scientifique. Le développement d'une technologie particulière parmi toutes celles qui sont objectivement possibles n'est pas indépendant des rapports sociaux dominants et les techniques employées à un moment donné cadrent donc avec l'orientation de l'ensemble de la société. D'autre part, il tend à soumettre le savoir scientifique à la logique marchande, ce qui, combiné à la logique propre de l'évolution des connaissances scientifiques, entraîne une impossibilité de maîtriser les conséquences des nouvelles découvertes sur la société et la nature.

Il en résulte ce qui semble être une autonomisation de la techno-science, apparaissant en pilotage automatique, alors même que celle-ci n'a jamais été plus intégrée au mode de production capitaliste.

L'enchevêtrement de la logique propre de l'accumulation capitaliste, du développement scientifiqueotechnique, de choix politiques s'opérant au profit de lobbys, industriels ou autres, produit une situation inextricable dont les conséquences sont imprévisibles. La pensée écologiste a mis en avant les risques des effets de seuil dans le développement des technologies : à partir d'un certain seuil de leur développement, certaines technologies, dans leur combinaison avec les rapports sociaux, deviennent contre-productives. De la même manière, la très forte connexion en réseaux de certaines technologies ou de leur développement réels peuvent entraîner une grave perte d'autonomies pour ceux et celles qui les utilisent. Ces tendances lourdes de la technique sont très inégales

suivant les techniques, les rapports sociaux, les contextes historiques.

Cette situation nécessite des réponses inédites qui doivent rompre avec une conception neutre de la technique comme simple mise en œuvre efficace de moyens qui seraient simplement aujourd'hui détournés au profit d'une classe particulière. Toute transformation de la société s'effectuera à partir d'un état technique donné profondément marqué à la fois par les rapports de production capitalistes et la logique même du développement scientifique. Il faudra transformer radicalement les premiers et soumettre la seconde au principe de vérification de sa pertinence au regard des besoins et des conséquences sur l'environnement.

Le principe d'autolimitation doit être de règle, ce qui suppose à chaque fois un débat public et des choix démocratiques quant à ce qui pourrait être mis en œuvre.

Dans ce cadre, il s'agit également de rediscuter de notre rapport à la nature, de celui entre les êtres humains et la nature. La séparation entre nature et culture permet une coupure rationnelle entre ce qui relève de la science et ce qui relève de la politique. Cette vision, qui fait partie de notre modernité, a des aspects contradictoires. D'une part, elle a correspondu à une forme d'émancipation vis-à-vis de la nature en donnant aux êtres humains l'espérance de pouvoir ne plus subir les lois de la nature, mais au contraire de pouvoir la dominer et l'exploiter grâce aux avancées de la science et de la technologie. Elle a, de plus, permis de développer dans nos sociétés une capacité critique et une autoréflexion inédites dans l'histoire de l'humanité. D'autre part, elle est entrée en résonance avec les besoins propres de l'accumulation du capital et surtout avec son imaginaire d'un développement illimité dans lequel l'objectif central devient la croissance toujours plus grande de la richesse produite et d'un comportement qui tient du pillage. Mais la crise de l'idéologie du

progrès la croyance en la capacité infinie de la science et de la technologie nous amènent à rediscuter de notre rapport à la nature de façon plus générale, incluant notre rapport à nous mêmes, aux écosystèmes, aux espèces sensibles etc. La prise de conscience de la finitude de la planète sonne l'heure des choix et ceux-ci ne peuvent se faire, dans une perspective émancipatrice, qu'en mettant la politique, c'est-à-dire la démocratie, au poste de commande.